INSTITUT DIDEROT

LES ENTRETIENS DE L'INSTITUT DIDEROT

# Les 18-24 ans et l'avenir de la politique

2015

HUGUES CAZENAVE
ENGUERRAND DELANNOY
ALEXIS FEERTCHAK
ALINE GRANGE
ÉRIC KESLASSY
ALEXANDRE LACROIX
OLIVIER DE LAGARDE
DOMINIQUE LECOURT
BAPTISTE PETITJEAN
JEAN-CLAUDE SEYS
MICHÈLE VALLENTHINI

www.institutdiderot.fr / @InstitutDiderot

# Sommaire

Avant-propos
Dominique Lecourt ..... p.5

Introduction
Olivier de Lagarde, Jean-Claude Seys, Dominique Lecourt, Hugues Cazenave ..... p.7

La confiance dans les politiques, les institutions et les médias ..... p.13

Laïcité ..... p.21

La religion ..... p.31

La liberté d'expression ..... p.39

L'entreprise ..... p.49

L'Union européenne ..... p.59

Marine Le Pen et le Front national ..... p.67

Discussion avec la salle ..... p.75

Conclusion
Jean-Claude Seys, Dominique Lecourt ..... p.89

Les publications de l'Institut Diderot ..... p.91

# Avant-propos

Dominique Lecourt

Un cataclysme universel ravage la politique. Chaque pays y réagit en fonction de son histoire. C'est l'idée même de politique qui se discrédite sous nos yeux. Frappée de plein fouet, la France peut-elle puiser dans sa mémoire tourmentée les ressources nécessaires pour dégager un avenir moins désespérant ? Comment redéfinir l'art de conduire les êtres humains vers une société dont les valeurs puissent être acceptées et endossées par le plus grand nombre ?

**L'impuissance des politiques** à agir sur le devenir des sociétés constitue le premier symptôme de la crise que nous traversons. Les citoyens sont gavés d'informations économiques sonnant comme des arrêts du destin. On baptise « pragmatisme » cette démission intellectuelle. L'autonomie de la vie politique par rapport à la puissance des groupes de pression apparaît clairement illusoire.

Dans ces conditions, il ne reste aux politiques d'autre consolation que de livrer leur vie personnelle à des spécialistes marketing pour des arlequinades érotico-sentimentales, au risque de se couvrir de ridicule. Les citoyens, quant à eux, se réfugient sur les « réseaux sociaux » le plus souvent pour crier leurs rancœurs.

**La corruption généralisée** se présente comme le deuxième symptôme de cette crise majeure. Ce phénomène souvent négligé semblait, il n'y a pas si longtemps, réservé aux pays en voie de développement, l'ancien « Tiers Monde ». Analyse erronée. Mondialisation oblige, les dirigeants des pays du « socialisme réel » qui s'est effondré à l'Est, y contribuent autant que ceux des ex-colonisés. Nombre des pays d'Europe occidentale s'en trouvent maintenant touchés à travers le commerce des armes, de la drogue, des êtres humains, sans oublier le trucage des marchés publics. Cette corruption n'épargne aucun État européen et coûte près de 120 milliards d'euros par an à l'économie de l'Union. De là, le cynisme des élites, la passivité des peuples et la fragilisation des institutions étatiques.

Troisième symptôme. **La notion d'« intérêt général »**, naguère considérée comme la pierre angulaire de l'action publique, disparaît. Les partis de masse, rassemblés autour d'idéaux opposés soumis à discussion, cèdent la place à des machines à conquérir et conserver les pouvoirs. Au prix d'une personnalisation outrancière, leurs structures, plus ou moins directement alignées sur le modèle américain, s'adaptent prioritairement à ce qui est devenu leur principale finalité, c'est-à-dire la récolte des fonds destinés aux campagnes électorales.

Le quatrième symptôme provient **du monde de la communication**. Les techniques de persuasion et le marketing se sont emparés de la vie politique en intervenant jusque dans les procédures d'élaboration des programmes des candidats et des partis. Ce qui compte, ce n'est plus le faire, mais l'annonce du faire ; même si elle n'est pas suivie d'effet.

Le cinquième symptôme touche à la **démocratie représentative** dont on se plaisait à rappeler depuis Churchill qu'elle est le moins mauvais des régimes. Elle ne remplit plus les missions qu'on lui attribuait. La valeur du suffrage universel se trouve gravement mise en cause par l'abstention massive des électeurs et par l'apathie des citoyens. Ce phénomène fausse les résultats de toutes les élections, abstraction faite des manipulations auxquelles ils peuvent donner lieu par bourrage des urnes ou dépouillements truqués. Pourquoi voter ? La question, à ce jour, ne mobilise pas assez l'attention des politologues, concentrés sur le « pour qui vote-t-on ? ».

La présente crise hypothèque gravement l'**expression de la volonté populaire**. Les peuples résignés s'inclinent devant des idéologies favorables à des formes plus ou moins dictatoriales du pouvoir politique. Pour y faire face, plusieurs mouvements proposent de réintégrer la politique dans la morale. Les plus virulents se tournent vers des simili-valeurs religieuses, aux États-Unis spécialement (les fondamentalistes et le Tea Party) et dans les pays musulmans (l'islamisme radical et le « nouveau califat »). Cette lourde menace appelle à redécouvrir les fonctions polémiques de la philosophie des Lumières. L'idée française de la laïcité doit être entièrement ré-explorée dans ce nouveau contexte.

**La question scolaire** s'inscrit au cœur de l'avenir de la politique. Prenons acte de ce que, de son fameux système éducatif, ne subsistent en France que des pièces et des morceaux. La finalité de l'éducation comme telle a été perdue de vue. Le gâchis humain est immense. Commençons par revaloriser les diplômes et réhabiliter les notes pour mener la bataille contre l'ignorance couronnée. Inventons les moyens à mettre en œuvre pour que chacun puisse développer ses capacités propres en les adaptant, autant que possible, aux besoins de la société.

En fin de compte, l'idée que nous nous ferons de l'**État** sera décisive. Sera-t-il d'abord le garant de la liberté individuelle, fondement de la vie collective dans les sociétés modernes ? Ou sera-t-il l'un des agents de l'égalité pour tous, horizon des plus généreuses utopies depuis le 19ème siècle ? L'idée qu'Internet puisse apporter une contribution importante à la solution de ce dilemme n'a pas été suffisamment réfléchie.

Dominique Lecourt
Directeur général de l'Institut Diderot

# Introduction

Olivier de Lagarde, Jean-Claude Seys,
Dominique Lecourt, Hugues Cazenave.

***Olivier de Lagarde***

*Quels rapports les jeunes entretiennent-ils de nos jours avec la politique ? Quel est son avenir ? Feront-ils autrement de la politique ?*

Pour répondre à ces questions, et bien d'autres, nous avons demandé à sept jeunes personnes, toutes engagées d'une manière ou d'une autre dans la vie publique, de commenter les résultats de l'enquête menée par l'Institut Diderot et OpinionWay sur les jeunes et l'avenir de la politique.

Il est parfois difficile, quand on est jeune, de s'exprimer dans les médias, parce qu'on a le trac, parce qu'on préfère les postures. Je n'ai jamais entendu autant de langue de bois que dans les débats que j'ai eus à la radio avec de jeunes responsables politiques.

Nos sept intervenants ont néanmoins relevé le défi, et se sont prêtés à cet exercice inédit proposé par l'Institut Diderot.

Mon rôle aura été de les questionner, de rebondir sur leurs propos, de les pousser dans leurs retranchements. J'espère y avoir réussi, et à les avoir aidé à mieux faire connaître leur point de vue sur notre société, et sur la direction qu'elle prend.

***Dominique Lecourt***

L'idée d'une matinée consacrée aux jeunes et à la politique est née d'un constat : celui d'une crise de la politique, de ses institutions, de ses pratiques. On entend quotidiennement dénoncer la corruption des responsables politiques et leur impuissance à agir. Face à ce sentiment de dégradation, voire de dégoût, il nous a semblé que les jeunes, « les 18-24 ans », pourraient peut-être nous proposer une autre façon de voir la politique, plus dynamique.

À l'Institut Diderot, nous essayons de détecter les phénomènes annonciateurs de changements dans nos façons de vivre et de penser. Au fil de nos réflexions

s'est imposée l'idée que la politique connaît une crise mondiale, et que cette crise a une dimension morale : l'établissement de la corruption comme mode de gouvernement. Nous avons cherché à unir différentes forces intellectuelles pour comprendre cette crise, pour voir ce qui peut en résulter, et comment améliorer les choses.

Nous avons ainsi élaboré avec OpinionWay cette enquête sur les jeunes et l'avenir de la politique, afin de disposer des données aussi précises que possible sur les ambiguïtés et les équivoques de nos rapports à la société, et de rectifier nos idées reçues. Cela supposait une collaboration étroite, aussi bien pour la conception des questions que pour l'interprétation des réponses.

Puisqu'il s'agit de l'avenir, nous avons aussi décidé d'interroger directement ceux qui sont en train d'hériter dans la douleur de ce que nous avons fait. D'où le dispositif original qui a organisé cette matinée.

Nous avons invité des jeunes gens à commenter en compagnie d'Hugues Cazenave et d'Olivier de Lagarde les résultats de cette enquête. Ce sont des personnalités qui ont manifesté par leur action ou par leur réflexion qu'elles s'intéressaient encore à la politique. Ils héritent d'un monde qui n'est vraiment pas le meilleur qu'ils auraient pu rêver. Ils héritent d'une crise faite de dégoût et de résignation, dont ma génération est responsable. Nous avons été les révoltés de 68. Nos enfants ont été gavés de révolte. Leurs enfants, maintenant, sont résignés devant la dureté du temps. Essayons de voir s'ils resteront sages ou exaspérés.

***Hugues Cazenave***

Cette étude a été réalisée auprès de deux échantillons :

- L'un, de 1 052 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- L'autre, de 1 065 jeunes, représentatif de la population française âgée de 18 à 24 ans.

Ces échantillons ont été constitués selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.

Le sondage a été mené par questionnaire autoadministré en ligne sur système Cawi (*Computer Assisted Web Interview*). Le même questionnaire a été soumis au même moment et dans les mêmes conditions aux deux échantillons.

Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : 2 à 3 points au plus pour un échantillon de 1 000 répondants. Les réponses ont été collectées entre le 8 et le 14 avril 2015. Notre sondage est donc relativement récent.

Mais ce n'est pas là son principal intérêt.

Il constitue tout d'abord un véritable sondage auprès des jeunes, qui nous permet de mieux saisir leur point de vue en le comparant systématiquement à celui de l'ensemble des Français. Les enquêtes spécifiquement consacrées aux jeunes sont en effet assez rares – on se contente en général d'extrapoler leur opinion en extrayant d'un échantillon représentatif des Français un sous-groupe des 18-24 ans.

Ensuite, notre enquête a eu lieu trois mois exactement après les attentats et les grandes manifestations de janvier, à un moment où les faits étaient encore très présents à l'esprit, mais où l'émotion était retombée. Nous avons ainsi pu mesurer, une fois passé le choc des événements, les traces qu'ils laisseront probablement sur les Français dans les mois, sinon les années, à venir.

Nous avons divisé notre enquête en sept parties :

**1**. La confiance dans les politiques, les institutions et les médias.
**2**. La laïcité.
**3**. La religion.
**4**. La liberté d'expression.
**5**. L'entreprise.
**6**. L'Union européenne.
**7**. Marine Le Pen et le Front national.

L'ensemble est suivi d'un compte-rendu des échanges que nous avons eus avec la salle.

# La confiance dans les politiques, les institutions et les médias

Hugues Cazenave,
Enguerrand Delannoy,
Olivier de Lagarde,
Baptiste Petitjean,
Michèle Vallenthini.

## A. LA PERCEPTION DES DIRIGEANTS

### Question 1. Selon vous, qui dirige le monde ?

*(Question ouverte - Réponses spontanées - Total supérieur à 100 %)*

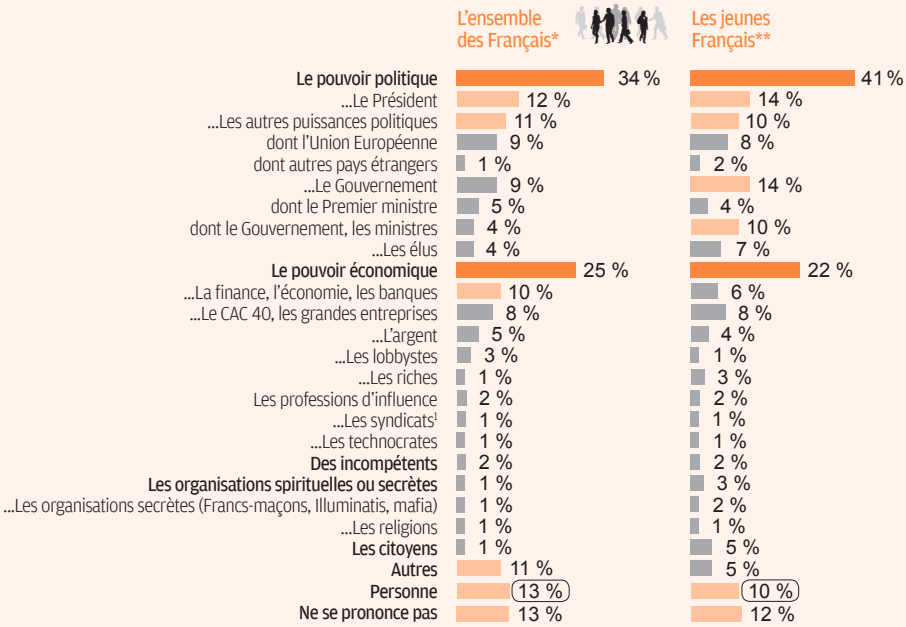
| | L'ensemble des Français* | Les jeunes Français** |
|---|---|---|
| **Le pouvoir économique** | 36 % | 31 % |
| ...La finance (banques, fonds de pension, etc.) | 15 % | 8 % |
| ...L'argent | 12 % | 13 % |
| ...Le CAC 40, les grandes entreprises | 5 % | 5 % |
| ...Les riches | 3 % | 5 % |
| ...Les lobbies (pharmaceutiques, pétroliers, etc.) | 1 % | 1 % |
| ...L'économie | 1 % | 1 % |
| **Le pouvoir politique** | 33 % | 33 % |
| ...Les États-Unis, Barack Obama | 23 % | 12 % |
| ...La Chine | 4 % | 0 % |
| ...Les politiques et gouvernements | 3 % | 16 % |
| ...L'Europe (UE, Allemagne, France, etc.) | 2 % | 1 % |
| ...Les grandes puissances | 1 % | 2 % |
| ...Les organisations interétatiques (OTAN, ONU) | 1 % | 1 % |
| ...Autres pays (Russie, Emirats, pays émergents, etc.) | 3 % | 2 % |
| **Les organisations spirituelles ou secrètes** | 3 % | 5 % |
| ...Les religions (judaïsme, islam, Dieu) | 2 % | 4 % |
| ...Les organisations secrètes (Illuminati/Franc-maçonnerie/CIA/mafia) | 1 % | 2 % |
| **Des incompétents** | 2 % | 1 % |
| **Les citoyens** | 1 % | 5 % |
| **Les médias et technologies** | 1 % | 1 % |
| **Autres** | 3 % | 6 % |
| **Personne** | 10 % | 9 % |
| **Ne se prononce pas** | 14 % | 12 % |

* base 1 052 personnes ** base 1 065 personnes

"opinionway pour INSTITUT DIDEROT « Les 18-24 ans et l'avenir de la politique ».

## Question 2. Et selon vous, qui dirige réellement la France ?

*(Question ouverte - Réponses spontanées - Total supérieur à 100 %)*




1 Les médias pour les jeunes français * base 1 052 personnes ** base 1 065 personnes

"opinionway pour INSTITUT DIDEROT « Les 18-24 ans et l'avenir de la politique ».

***Hugues Cazenave*** : Deux questions ouvertes permettant d'évaluer le rapport des Français à leurs dirigeants ouvrent cette enquête. Nous avons demandé à nos deux échantillons « Qui dirige le monde ? » et « Qui dirige réellement la France ? ». Comme le montrera la suite du sondage et des commentaires, les jeunes ne s'opposent pas à l'ensemble des Français. Notre enquête permet ainsi de briser un premier stéréotype à leur sujet : sur les différentes questions que nous avons posées, on constate une convergence entre les jeunes et l'ensemble de la population. Les réponses aux deux premières questions de notre enquête appellent trois remarques supplémentaires :

1/ Les jeunes mettent plus l'accent sur le pouvoir politique (33 %) que sur le pouvoir économique (31 %), à l'inverse de l'ensemble des Français. La différence n'est pas très accentuée, mais il semble que les jeunes soient plus enclins à considérer le politique comme plus important. Cela peut être l'effet soit d'une illusion de leur part soit, si on est plus optimiste, d'une confiance de ceux-ci dans la capacité du pouvoir politique à changer les choses.

2/ Les jeunes sont moins nombreux à insister sur le pouvoir des États-Unis : 12 % seulement d'entre eux ont mentionné Barack Obama, contre 23 % pour l'ensemble de la population.

3/ Seulement 5 % des jeunes considèrent que les citoyens dirigent le monde. C'est très peu, mais c'est néanmoins beaucoup plus que l'ensemble des Français (1 %).

***Enguerrand Delannoy*** : Les Français semblent aussi assez éloignés des réalités. A la première question, seulement 1 % des Français et des jeunes ont cité l'Europe, alors que 50 % de notre législation est issue des directives européennes.

Ce décalage apparaît aussi quand on voit que les jeunes pensent que le pouvoir politique a plus d'importance que le pouvoir économique. C'est assez paradoxal, parce que les jeunes sont constamment sur Google ou Facebook, or ces sociétés sont bien plus influentes que le pouvoir politique : elles ont la capacité de bouleverser du jour au lendemain les législations et les comportements. Le pouvoir politique est à la remorque, il suffit de voir son incapacité à imposer Amazon. Cet accent mis par les Français sur le pouvoir politique peut s'expliquer par le fait que la France est un État centralisé, qui s'est construit autour du mythe d'un pouvoir politique fort.

***Baptiste Petitjean*** : Il serait possible à la lecture de ce sondage de conclure à un désintérêt des jeunes pour la politique. Mais ce désintérêt ne concerne que la classe politique, et le pouvoir politique tel qu'il fonctionne de nos jours. Je parlerais donc plutôt de désillusion de la part des jeunes, relativement aux formes politiques actuelles qui ne donnent plus de sens. De plus, les jeunes ne constituent pas une catégorie séparée, ils sont plutôt en phase avec le reste de la société. Sur l'Europe, par exemple, ils ne mentionnent pas celle-ci dans cette question, comme l'ensemble des Français, mais la question n° 12 montre qu'ils sont 55 %, et les Français 56 % à penser que les politiques européennes ont

aggravé la crise économique.

En ce qui concerne le bras de fer entre pouvoir politique et pouvoir économique, le rapport de force est, peut-être, en train de changer, même si cela prendra du temps. On voit en Grèce que l'élection de Tsipras et l'arrivée de Syriza au pouvoir changent, au moins en partie, les choses, et les jeunes se portent massivement vers ce genre de coalition qui renouvelle le champ politique.

***Olivier de Lagarde*** : Cette remarque suppose que l'Europe est un pouvoir économique et non politique. Il faudrait en discuter : nous reviendrons sur l'Europe dans la 6e partie du sondage...

***Michèle Vallenthini*** : Au Luxembourg, qui est un pays à la fois tout proche mais assez mal connu des Français, les enquêtes montrent un fort désintérêt des jeunes pour la politique. La situation ne risque pas de s'améliorer après le référendum du 7 juin. Celui-ci portait sur trois questions : le droit de vote des étrangers résidant au Luxembourg depuis 10 ans, la durée pendant laquelle quelqu'un peut participer au gouvernement, et, enfin, le droit de vote des jeunes de 16 à 18 ans. A cette troisième question, le « Non » a gagné de façon écrasante, avec 80, 87 % des votants. Le plus intéressant est que les jeunes de ma génération ont été les plus opposés au droit de vote pour les 16-18 ans, alors que ceux-ci, malgré le désintérêt pour la politique dont je viens de parler, affirmaient de façon très marquée vouloir plus participer à la vie politique. Ils dénonçaient aussi l'absence de transparence, et le fait que les politiques sont trop âgés.

***Olivier de Lagarde*** : N'est-ce pas aussi que les jeunes ont totalement dépassé les idéologies, et ne voient plus dans les responsables politiques que des gestionnaires, dont aucun ne fait plus rêver ?

***Enguerrand Delannoy*** : Certainement, mais c'est aussi la conséquence du fait que le pouvoir politique, depuis 20-25 ans, a lui-même organisé sa propre incapacité à décider. Il suffit de regarder la multiplication des Hauts Conseils, des structures de concertation diverses et variées qui, il faut dire les choses comme elles sont, empoisonnent la prise de décision.

***Olivier de Lagarde*** : Autrement dit, les politiques se sont débarrassés de leur pouvoir ?

***Enguerrand Delannoy*** : Exactement : ils ont eux-mêmes organisé leur irresponsabilité. Quand vous vous adressez à eux, ils vous répondent qu'il faut tout d'abord prendre l'avis de Untel ou Untel. Depuis 20 ans, le nombre d'autorités administratives indépendantes, obligatoirement consultées avant toute décision, s'est multiplié. La prise de décision politique devient par conséquent inefficace. Les gens attendent des responsables publics des décisions qui changent les choses, qui modifient le cas échéant le cours de l'histoire, et ceux-ci répondent qu'ils ne peuvent pas, qu'ils doivent voir avec leur administration, les Hauts Conseils, etc. Il ne faut pas s'étonner alors que les citoyens n'aient plus confiance dans des responsables qui disent eux-mêmes qu'ils ne peuvent pas résoudre leurs problèmes.

***Baptiste Petitjean*** : Les partis politiques, si l'on compare avec les années 70 ou 80, ont complètement écarté les organes de réflexion interne. Le PS, par exemple, avait auparavant en son sein des structures comme le CERES, qui publiait des cahiers pas très éloignés de ce que pourrait faire un *think tank* de nos jours. Les partis ne cherchent plus à produire des idées, de l'idéologie, ils ne visent plus qu'à produire des dirigeants – la politique est devenue une carrière.

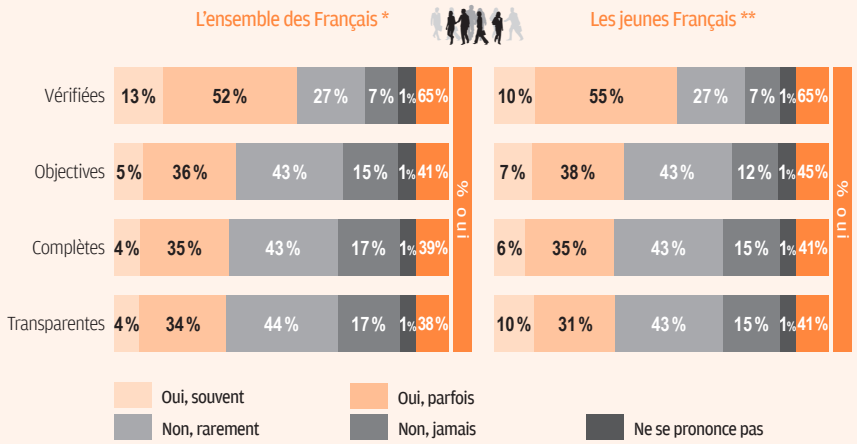
***Olivier de Lagarde*** : Les partis ne nomment même plus les candidats, puisque maintenant ils organisent des primaires.

***Baptiste Petitjean*** : Oui, les partis sont maintenant des fabriques à candidats pour les primaires. Les jeunes qui veulent agir politiquement – et pas seulement eux – se tournent de plus en plus vers les associations et la société civile.

***Michèle Vallenthini*** : La moyenne d'âge des responsables politiques au Luxembourg est de 65 ans, ce qui est beaucoup, l'électorat est aussi plutôt âgé, nous n'avons aucun *think tank*, aucun cadre de discussion où les jeunes pourraient participer au débat politique. Un exemple, pour montrer à quel point les jeunes peuvent être mis à l'écart de la politique : Jean-Claude Juncker est parti après 19 ans au pouvoir, je n'ai pour ma part presque connu que lui aux responsabilités et même après le changement de pouvoir, les jeunes ont reçu une véritable claque avec le résultat du référendum au sujet du droit de vote.

## B. LA QUALITÉ DES INFORMATIONS DONT ON DISPOSE À TRAVERS LES PRINCIPAUX MÉDIAS

**Question 3.** Diriez-vous que les informations dont on dispose à travers les principaux médias sont… ?




* base 1 052 personnes ** base 1 065 personnes

"opinionway pour Institut Diderot « Les 18-24 ans et l'avenir de la politique ».

***Hugues Cazenave*** : Une majorité absolue de jeunes Français jugent que les informations diffusées par les médias sont vérifiées, mais 1/3 d'entre eux estiment néanmoins que ce n'est pas le cas, ce qui est beaucoup. Et sur les trois autres items (objectivité, exhaustivité et transparence de l'information), seule une minorité de Français et de jeunes évaluent positivement les médias. On remarquera cependant que les jeunes semblent un peu moins critiques que l'ensemble des Français.

***Olivier de Lagarde*** : Les jeunes se tournent-ils en fait vers d'autres médias, ou les médias sont-ils pris dans un rejet général à l'égard de toutes les élites ou supposées telles ?

***Michèle Vallenthini*** : Ma première réflexion avait été de penser que les jeunes s'informent sur Facebook ou sur les sites Internet. Mais au Luxembourg, en tout cas, les rares études qui ont été faites sur les jeunes luxembourgeois montrent qu'ils s'informent encore en grande partie à travers les médias traditionnels. Dans mon travail en tant que journaliste – je suis une des plus jeunes au *Tageblatt* – je constate que le jeune lectorat est devenu très critique et exigeant : nous recevons régulièrement des courriels de leur part pour nous dire que nous n'avons pas bien fait notre travail sur tel ou tel sujet. Les jeunes lisent le journal, et non pas sur tablette, mais plus sur papier ce qui peut paraitre surprenant à l'âge où le digital a tendance à engloutir le papier : notre lectorat plus âgé a deux ou trois tablettes, alors que les jeunes sont beaucoup plus traditionalistes. Les jeunes de 15 à 30 ans représentent par ailleurs, ce qui m'a un peu surprise, un quart de notre lectorat, ce qui est beaucoup.

***Enguerrand Delannoy*** : L'attitude à l'égard des médias est paradoxale. D'un côté il y a une forme d'exaspération, de défiance, devant la course à l'information de dernière minute, que les chaînes d'information en continu ont accélérée. Mais d'autre part les médias censés apporter une valeur ajoutée, notamment la presse écrite, avec le recul de l'article qui explique, qui resitue, qui se projette dans un temps plus long, sont en crise. Les gens ne les achètent plus, les jeunes comme les adultes. D'un côté on déteste les médias qui n'apportent pas de valeur ajoutée, et de l'autre on s'éloigne de ceux qui pourraient en apporter une.

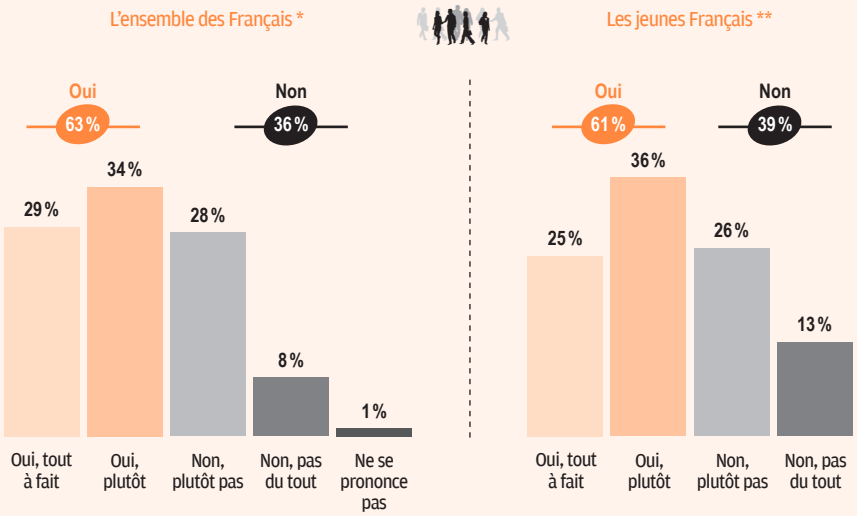
***Baptiste Petitjean*** : Pour la majorité des Français et des jeunes en particulier, joue aussi à mon avis le soupçon d'une collusion entre le monde médiatique et le monde politique. Il faudrait regarder plus en détail : les jeunes ne constituent pas un groupe homogène, il y a probablement des différences dans la façon dont les jeunes considèrent les médias dans une ville de province ou à la rue Saint-Guillaume (à Paris).

# La laïcité

Hugues Cazenave,
Alexis Feertchak,
Éric Keslassy,
Alexandre Lacroix,
Olivier de Lagarde,
Dominique Lecourt,
Baptiste Petitjean.

## A. LE RENFORCEMENT DU PRINCIPE DE LAÏCITÉ EN FRANCE

**Question 4.** Estimez-vous qu'en France le principe de laïcité, c'est-à-dire la séparation des églises et de l'État, doit être renforcé ?




* base 1 052 personnes ** base 1 065 personnes

"opinionway pour INSTITUT DIDEROT « Les 18-24 ans et l'avenir de la politique ».

***Hugues Cazenave*** : Sur ce sujet aussi, les jeunes sont en phase avec l'ensemble des Français. Une majorité absolue des deux populations s'exprime en faveur d'un renforcement de la laïcité et, dans les deux cas, avec une certaine intensité : 1/4 des jeunes et 29 % de l'ensemble des Français ont répondu « Oui, tout à fait » à la question de savoir si le principe de laïcité devait être renforcé. La ventilation du « Oui, tout à fait » chez les jeunes en fonction de leur confession montre que si les jeunes catholiques sont, sans surprise, moins nombreux que les autres jeunes en faveur d'un renforcement de la laïcité, les jeunes

musulmans, en revanche, sont au contraire plus nombreux, à 64 %, à souhaiter un tel renforcement. Les jeunes musulmans aspirent à davantage de laïcité, comme si, c'est une hypothèse, le poids de la religion semblait trop important.

***Olivier de Lagarde*** : Les réponses à la question n° 4 montrent-elles que les Français comme les jeunes ont le sentiment que la laïcité serait en danger dans notre pays ?

***Hugues Cazenave*** : Il y a deux manières d'interpréter les résultats à cette question : soit comme l'expression du sentiment que la laïcité est en danger, soit comme le signe que la laïcité se porte bien en France, et qu'il n'est pas nécessaire de s'inquiéter au sujet de son avenir, dans la mesure où elle est plébiscitée, et de façon homogène, par les Français. Le résultat concernant les jeunes Français musulmans est extrêmement intéressant. Peut-être faut-il l'interpréter, dans la mesure où la laïcité signifie la neutralité de l'État à l'égard de la religion, comme une façon de dire que l'État ne doit pas chercher à intervenir sur les mentalités...

***Olivier de Lagarde*** : Ou de dire que la religion a trop d'emprise sur la société et sur nos vies...

***Hugues Cazenave*** : Les deux interprétations ne sont pas incompatibles. Une autre ambiguïté des résultats, même s'ils constituent plutôt une bonne nouvelle, est que les jeunes et les personnes plus âgées n'entendent peut-être pas tout à fait la même chose par « laïcité ». On verra dans cette enquête que les jeunes semblent beaucoup plus libéraux que leurs aînés et s'orientent vers une laïcité beaucoup plus ouverte et plurielle – une laïcité moins « laïcarde », qui considère que l'on peut, voire qu'il faut, parler de religion dans l'espace public, et que cela n'est pas contradictoire avec la laïcité. Cette évolution n'est pas encore très marquée, mais il me semble néanmoins qu'elle est en germe, et qu'il faut en avoir conscience quand on aborde des questions comme le fait religieux à l'école : l'idée qu'il ne faut pas parler de religion à l'école domine encore massivement en France, mais les jeunes semblent avoir une conception légèrement différente de l'ensemble des Français.

***Olivier de Lagarde*** : Ainsi, selon vous, la laïcité semble forte, et apaisée, ou on pourrait plutôt y voir le signe qu'elle est affaiblie et en danger ?

***Dominique Lecourt*** : Depuis son retour sur la scène politique avec les grandes manifestations sur la question scolaire de 1982, la question de la laïcité n'a plus quitté le débat public. Elle a toutefois pris une nouvelle tournure. Nous ne sommes plus dans les luttes à couteaux tirés entre croyants et hussards noirs de la République. Nous avons organisé il y a peu un débat avec Régis Debray sur l'enseignement du fait religieux à l'école laïque. Il en est ressorti qu'en effet les jeunes ne défendent pas un laïcisme radical. Ils savent que le fait religieux imprègne toute leur vie et que l'École peut avoir quelque chose à dire à ce sujet qui leur soit utile, non pas comme croyants, mais comme êtres humains qui veut savoir ce que c'est que croire.

Il y a là quelque chose de réconfortant. Mais la question de la place du religieux dans nos sociétés n'en reste pas moins fondamentale. L'installation à l'échelle nationale de l'Islam comme religion – et plus généralement comme mode de vie et de pensée allant de l'alimentation à l'architecture, aux rapports familiaux ou à la sexualité – nous oblige à la poser à nouveaux frais. Que nous ne soyons plus dans le prolongement des luttes du passé, que la laïcité devienne plus ouverte et ne soit plus une contre-religion d'État comme sous la Troisième République, ne signifie pas que nous ne devons pas rester fermes sur quelques principes. Premièrement, ne pas aller chercher dans les textes sacrés la façon de régler les conflits et surtout pas dans le Coran qui est supposé le fruit d'une dictée divine. Deuxièmement, éviter l'angélisme face à l'extrémisme et la violence : l'État doit s'y opposer sans faiblir, sans phobie de l'islamophobie.

***Alexis Feertchak*** : Comme l'ont suggéré Hugues Cazenave et Dominique Lecourt, il semble que les jeunes évoluent vers un modèle plus souple de la laïcité, peut-être plus proche de celui des Anglo-saxons, dont on sait qu'il est très difficile de leur expliquer notre conception. Peut-être le rapport des jeunes à l'Europe, malgré un désenchantement tangible, mais qui s'accompagne en même temps d'une plus grande adhésion à certaines valeurs européennes, comme nous le verrons plus loin, permet-il d'expliquer cette ouverture.

***Olivier de Lagarde*** : Pour résumer, votre génération est moins anticléricale que celle de Dominique Lecourt.

***Alexis Feertchak*** : Il est clair qu'il y a un effet de génération.

***Éric Keslassy*** : La formulation de la question n° 4 peut prêter à confusion. Répondre « Non » peut vouloir dire deux choses différentes : ou bien que la laïcité suffit en l'état, et qu'elle doit seulement être appliquée, ou bien que le principe de laïcité doit être relâché. Contrairement au « Oui », le « Non » n'est pas homogène.

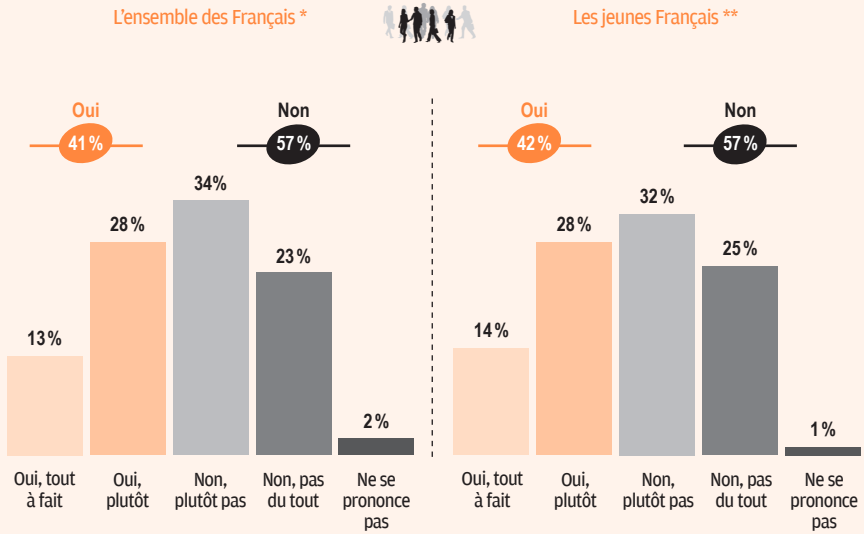
***Hugues Cazenave*** : Il faut bien entendu toujours prendre garde au fait que les réponses doivent être interprétées et réfléchir à la façon de comprendre les résultats. En ce qui concerne le problème que vous soulevez, posé par le « Non », le fait qu'il y ait deux façons de répondre par la négative (« Non, plutôt pas » et « Non, pas du tout ») permet, je crois, de distinguer les deux interprétations que vous avez relevées.

***Alexandre Lacroix*** : Ne sommes-nous pas en train aussi de surinterpréter la position des jeunes musulmans qui ont répondu au sondage ? Combien pèsent-ils dans l'échantillon ?

***Hugues Cazenave*** : Le fait d'interroger un échantillon de 1 000 personnes permet, même s'il faut être prudent, d'avoir un sous-échantillon représentatif. Les jeunes musulmans représentaient 3 à 4 % de l'échantillon, ce qui correspond à leur part dans l'ensemble de la population. Certes, cela signifie qu'ils sont peu nombreux dans notre échantillon, mais suffisamment pour pouvoir donner le chiffre.

## B. L'ENSEIGNEMENT DU FAIT RELIGIEUX DANS LES PROGRAMMES DE L'ÉCOLE LAÏQUE FRANÇAISE

**Question 5.** Selon vous, l'enseignement du fait religieux a-t-il sa place dans les programmes de l'école laïque française ?




* base 1 052 personnes ** base 1 065 personnes

"opinionway pour Institut Diderot « Les 18-24 ans et l'avenir de la politique ».

***Hugues Cazenave*** : La majorité des jeunes et de l'ensemble de la population est plutôt hostile à l'enseignement du fait religieux à l'École, mais les avis sont partagés. Une analyse plus fine des réponses montre que la proximité partisane joue un rôle important dans ce domaine. Les jeunes qui se positionnent plutôt aux extrémités de l'échiquier politique sont les moins favorables à l'enseignement du fait religieux. Les sympathisants du Front national ou du Front de gauche sont encore moins nombreux que le reste de la population à s'exprimer en sa faveur.

***Alexis Feertchak*** : Régis Debray a manifestement encore du travail à faire... Comme nous l'avons dit, la conception de la laïcité des Français semble évoluer : ceux-ci seront peut-être plus souples sur cette question à l'avenir, mais les Français sont, à l'heure actuelle en tout cas, assez réfractaires à cette idée d'un enseignement du fait religieux à l'École. C'est un exemple d'exception française.

***Dominique Lecourt*** : La question est évidemment de savoir ce qu'on entend par « fait religieux ». Ce n'est pas du tout la même chose d'y voir un phénomène social, complexe, dont il faut rendre compte, ou s'il s'agit de la connaissance des textes sacrés. L'intérêt du travail que mène Régis Debray sur ce sujet, depuis une dizaine d'années, est qu'il s'inscrit en faux contre tous les discours sociologiques visant à montrer que nos sociétés sont devenues séculaires. C'est un thème courant, on tenait pour acquis que les sociétés contemporaines s'étaient sécularisées, que la rationalité avait chassé le religieux, et ce mouvement était même censé définir la modernité. Or on s'aperçoit que quelque chose qui correspond à la religion demeure. Nos sociétés se sont certainement sécularisées, mais elles ont des structures idéologiques qui conservent quelque chose de la religion au sens classique.

***Olivier de Lagarde*** : En fin de compte, les jeunes ne boutent pas totalement la religion hors de l'école.

***Alexis Feertchak*** : Non, et un sondage sur le sentiment religieux réalisé il y a deux ans [1] montrait, premièrement, que les jeunes étaient plus intéressés que l'ensemble des Français par le fait religieux, et, deuxièmement, qu'ils en avaient une définition beaucoup plus souple : le fait religieux, pour eux, c'était quelque chose d'extrêmement large, qui relevait plus de la spiritualité, de la quête de sens. De ce point de vue, les jeunes ont probablement un regard un peu différent de celui de l'ensemble des Français.

***Olivier de Lagarde*** : Y'a-t-il une ventilation par religion sur cette question ?

1. Voir le compte-rendu sur http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2012/04/06/01016-20120406ARTFIG00671-le-sentiment-religieux-se-renforce-chez-les-jeunes-generations.php (Consulté le 01/07/2015).

***Hugues Cazenave*** : Non, les différences sont surtout le fait de divergences politiques, les autres types de variables sont assez peu discriminants.

***Dominique Lecourt*** : Il est important de voir que la conception de la laïcité propre à la Troisième République, et qui s'est prolongée sous la Cinquième, comme contre-religion d'État n'est plus viable. Elle est même périlleuse.

***Baptiste Petitjean*** : La remarque d'Alexis Feertchak rejoint le débat que nous venons d'avoir sur le rapport des Français aux responsables politiques. Ce qui manque aujourd'hui à ceux-ci et aux partis, c'est justement la capacité de donner du sens à leur action. Je voudrais aussi ajouter que l'anticléricalisme est moins fort maintenant parce que l'Église catholique elle aussi est moins forte qu'il y a 50 ans – même si avec la Manif pour tous nous avons eu droit à un « Mai 68 conservateur », pour reprendre l'expression de Gaël Brustier [2].

***Alexis Feertchak*** : Beaucoup de catholiques ont en effet manifesté à cette occasion, mais pas – en tout cas, pas officiellement – en tant que catholiques. Ils ont essayé de ne pas inscrire leur mouvement dans un cadre religieux...

***Baptiste Petitjean*** : Les réseaux catholiques ont quand même beaucoup joué...

***Alexis Feertchak*** : Mais pas dans le discours officiel...

***Baptiste Petitjean*** : François Hollande a quand même réussi malgré lui à réveiller ces réseaux...

***Alexis Feertchak*** : Il y a très bien réussi...

***Olivier de Lagarde*** : Je ne suis pas sûr que c'était le but de la manœuvre...

***Alexis Feertchak*** : Par ailleurs, au sujet de l'esprit « laïcard » de la Troisième République, il ne faut pas oublier que la loi de 1905 était une loi de compromis, pas de conquête, c'est dans cet esprit que l'a élaborée Aristide Briand, et son premier article garantit la liberté de culte. On fait dire à cette loi ce qu'elle ne dit pas...

2. Voir Gaël Brustier, *Le mai 68 conservateur*. Que restera-t-il de la Manif' pour tous ?, Paris, Éds. du Cerf, 2014.

«««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««

***Olivier de Lagarde*** : Mais la loi de 1905 n'a pas été vécue par les catholiques comme une loi de compromis...

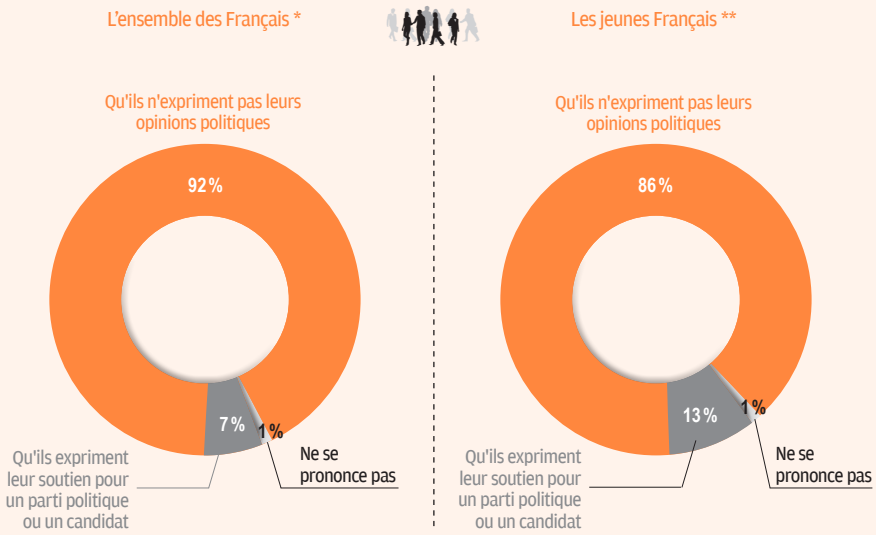
***Alexis Feertchak*** : Mais son positionnement politique exprimait une vision modérée, même si après il a fallu 20 ou 30 ans pour qu'elle soit acceptée. Il ne faut pas fantasmer sur l'exception laïque française.

# La religion

Hugues Cazenave,
Éric Keslassy,
Alexandre Lacroix,
Olivier de Lagarde.

## A. LES ATTENTES POLITIQUES À L'ÉGARD DES RESPONSABLES RELIGIEUX

**Question 6.** Attendez-vous des responsables religieux des différents cultes... ?




* base 1 052 personnes ** base 1 065 personnes

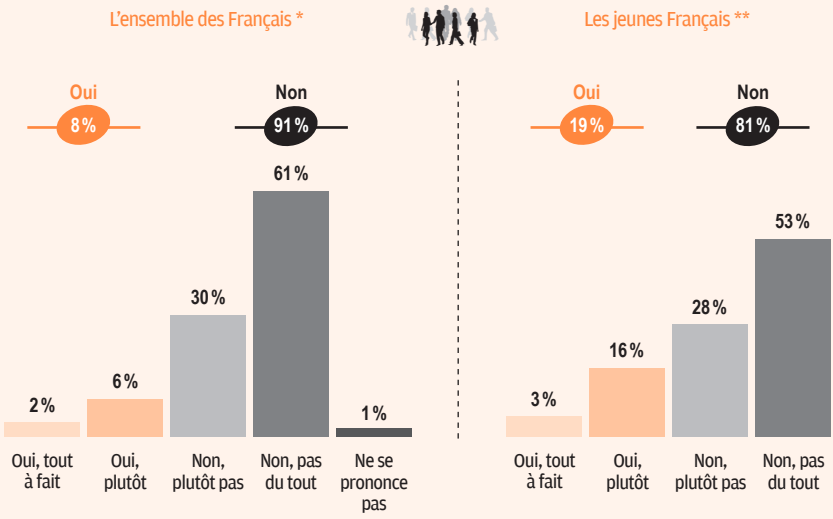
"opinionway pour INSTITUT DIDEROT « Les 18-24 ans et l'avenir de la politique ».

***Hugues Cazenave*** : Nous avons cherché à connaître, avec les questions n° 6 et n° 7, les attentes politiques des Français à l'égard des responsables religieux. Les résultats sont nets : les Français et les jeunes sont très largement attachés à l'idée d'une séparation entre le spirituel et le temporel. Les jeunes sont toutefois deux fois plus nombreux à attendre des responsables religieux qu'ils expriment leur soutien pour un parti politique ou un candidat. Les jeunes semblent ainsi avoir une vision différente de la laïcité, plus ouverte, plus souple, plurielle. On retrouve cela dans la question n° 7 : sous un consensus contre l'expression

d'opinions politiques dans les prêches, on remarque que les jeunes sont néanmoins presque 20 %, contre 8 % pour l'ensemble des Français, à ne pas s'y opposer. Les jeunes ne se différencient pas radicalement du reste de la société, mais on voit sur cette question une nuance importante, qui confirme l'idée que les jeunes auraient une conception différente et moins restrictive de la laïcité.

## B. LA PLACE DES OPINIONS POLITIQUES DANS LES PRÊCHES DES RESPONSABLES RELIGIEUX

**Question 7.** Estimez-vous que les opinions politiques ont leur place dans les prêches des responsables religieux des différents cultes ?




* base 1 052 personnes ** base 1 065 personnes

"opinionway pour institut DIDEROT « Les 18-24 ans et l'avenir de la politique ».

***Olivier de Lagarde*** : Les jeunes semblent en effet beaucoup plus tolérants relativement à la présence d'un discours politique chez les responsables religieux.

***Alexandre Lacroix*** : Ce qui est intéressant ici, c'est la tension entre ces résultats et la question n° 4. Celle-ci montrait que les jeunes étaient en phase avec l'ensemble des Français pour souhaiter, à environ 60 % dans les deux cas, un renforcement du principe de laïcité. Or les jeunes sont maintenant plus du double relativement à l'ensemble des Français à souhaiter que les responsables religieux prennent position politiquement. Pour comprendre ce résultat, il faut tout d'abord prendre en compte un fort effet de conjoncture : le sondage a été effectué deux mois seulement après les attentats de janvier, et donc dans un contexte où ceux-là mêmes qui défendent la laïcité demandaient aux responsables religieux de prendre publiquement position contre le terrorisme...

***Olivier de Lagarde*** : Notamment les responsables musulmans...

***Alexandre Lacroix*** : Oui, il y avait eu plusieurs déclarations embarrassantes. Ahmet Ogras, un des vice-présidents du Conseil français du culte musulman, avait ainsi déclaré sur RFI le 15 janvier que « les premières victimes, c'est nous les musulmans », et « comment vous admettez que c'est possible qu'au nom de l'Islam on peut égorger, qu'on peut tuer des personnes (...) vous êtes, je dirais, des associés à ces terroristes en disant, en véhiculant ça » [3]. L'Union mondiale des Oulémas au Qatar avait déclaré après les attentats qu'il n'était ni raisonnable, ni logique, ni sage de publier les dessins ou les films offensant le prophète ou attaquant l'Islam. Erdogan était aussi sur la même ligne, le Pape François aussi a dérapé. Il y avait ainsi une forme de déni chez un certain nombre de responsables religieux et beaucoup de Français attachés au principe de laïcité souhaitaient que ceux-ci s'expriment plus, et plus nettement. Le contexte était donc particulier : les réponses au sondage ne montrent donc pas nécessairement un désir de voir les responsables religieux faire de la politique en général, mais plutôt le souhait que ceux-ci, lors d'une crise grave, prennent clairement la parole.

***Olivier de Lagarde*** : Nous aurions fait ce sondage courant décembre, avant les attentats de janvier, les résultats auraient été très différents ?

3. Disponible sur : http://www.rfi.fr/emission/20150115-ahmet-ogras-president-ccmtf/ (Consulté le 01/07/15).

***Alexandre Lacroix*** : Les choses sont plus complexes. Je pense que les 13 % qui ne s'opposent pas à ce que les prêches abordent des questions politiques regroupent en fait deux types de populations.

Premièrement, ceux qui étaient choqués par les attentats et qui souhaitaient que les responsables religieux condamnent clairement le terrorisme, soutiennent la liberté d'expression et le droit de faire des caricatures. Ainsi, 19 % des CSP+ sont en faveur d'une parole politique chez les religieux, 28 % chez la gauche radicale, 34 % quand on associe PC et parti de gauche. Vous avez des gens de gauche, voire d'extrême gauche, qui soutiennent l'idée que les responsables religieux doivent s'exprimer en matière politique. C'est paradoxal, et il me semble que cela est dû à un fort effet de conjoncture.

Mais, deuxièmement, les 13 % de jeunes en faveur d'une prise de position politique par les religieux dans leurs prêches regroupent aussi des religieux prosélytes. 44 % des musulmans souhaitent que les religieux se prononcent sur les questions religieuses, 36 % chez les protestants, et 29 % chez les mariés ou les pacsés, ce qui est très supérieur au reste de la population. Ainsi, dans ces 13 % on a à la fois des athées militants et des croyants convaincus.

Il est peut-être possible de conclure de ces résultats, au risque de se tromper, que nous sommes en train de changer non seulement de vision de la laïcité, mais aussi de vision de la religion. Alors que les Français semblaient avoir adopté une conception de la religion centrée sur la foi individuelle, la relation individuelle à Dieu, nous serions peut-être en train d'évoluer vers une autre vision de la religion, vers une religion ordonnée autour de la communauté, qui signalerait une appartenance sociale, avec le respect de certains rites ou de certaines pratiques comme le Ramadan, le port du voile ou de la kippa, l'apparence vestimentaire. Ces deux visions ne sont pas du tout semblables, à la rigueur, dans une religion ritualisée et communautaire, la question de la foi peut-être secondaire. Les débats enflammés autour de l'attaque contre *Charlie Hebdo* voient ainsi s'affronter deux visions de la religion : celle de *Charlie*, pour qui Mahomet n'est qu'une entité, pour qui se moquer de la religion revient à se moquer d'un sentiment individuel, tandis que ceux qui reçoivent comme des insultes les caricatures estiment que se moquer d'une religion revient à se moquer d'une communauté.

***Éric Keslassy*** : Nous avons vu que la laïcité est une valeur essentielle pour les 18-24 ans, et qu'ils en ont, dans leur grande majorité, une vision traditionnelle.

Il existe cependant, comme nous l'avons aussi noté, une différence intéressante entre les jeunes et leurs aînés, puisque les jeunes sont 13 % (contre 7 % pour les plus âgés) à attendre que les responsables religieux expriment un soutien pour un parti politique ou un candidat, et qu'ils sont aussi 19 % (contre 8 % pour les plus âgés) à considérer que les opinions politiques ont une place dans les prêches des responsables religieux.

Ces résultats suggèrent une plus grande souplesse des jeunes – relativement aux plus âgés – en ce qui concerne l'application du principe de laïcité.
Deux hypothèses peuvent permettre d'expliquer cet écart :

1/ Le religieux est aujourd'hui omniprésent dans l'espace public, ce qui peut conduire à un relâchement de la séparation classique entre le politique et le religieux. Il est ainsi devenu normal de voir des responsables politiques consulter des représentants des différents cultes. La première conférence des Républicains – ex-UMP – a ainsi eu pour thème l'Islam, et s'est finalement transformée en dialogue inter-religieux. Le religieux imprègne tellement le social que la frontière entre le politique et le sacré n'est plus établie avec suffisamment de clarté, et que d'une certaine manière les jeunes intériorisent l'idée que les responsables religieux sont des interlocuteurs politiques comme les autres. Cela peut se traduire par une approche plus relâchée de la laïcité.

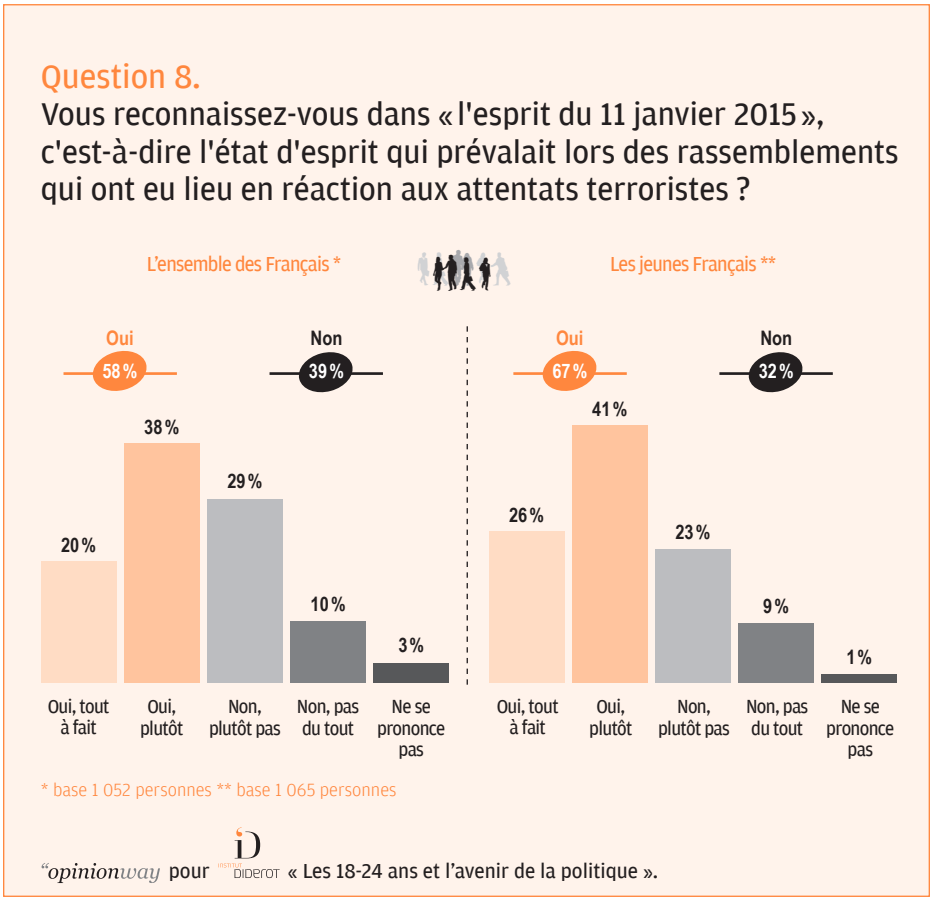
2/ La crainte de voir une approche religieuse extrémiste continuer à progresser (au travers de l'Islam, mais aussi des catholiques intégristes qui se sont fortement mobilisés contre le « Mariage pour tous ») peut conduire les jeunes à vouloir que les responsables religieux modèrent ces tendances au sein de leurs fidèles. Ceci expliquerait l'écart constaté à la question n° 7. Près de 20 % des jeunes répondants souhaitent voir les responsables religieux parler de la politique aux pratiquants (puisque la question parle des « prêches ») : cela peut être par peur à la suite des attentats de janvier 2015, d'autant plus que l'emploi du mot « prêche » a pu conduire à surinterpréter la place de l'Islam dans la question, dans la mesure où ce terme, de nos jours, est assimilé au discours des imams dans les mosquées. On peut dès lors se demander s'il n'y a pas là une forme de démission devant la difficulté à voir appliquer l'approche traditionnelle de la laïcité : comme la pratique religieuse pose un certain nombre de problèmes (par exemple, dans les écoles), cette demande traduirait une volonté de trouver un « compromis » afin de ménager l'avenir.

***Hugues Cazenave*** : Comment interpréter ce chiffre de 19 % de jeunes plus enclins à accepter l'expression politique des religieux ? Je pense, comme Alexandre Lacroix, que ce chiffre rassemble des points de vue hétérogènes, comme pour n'importe quelle question. Mais ce qui m'intéresse, pour ma part, c'est la différence entre jeunes et moins jeunes, parce cette hétérogénéité derrière les réponses vaut pour les jeunes comme pour les moins jeunes, or on constate une différence entre les deux populations. Je suivrais donc l'interprétation proposée par Dominique Lecourt et Éric Keslassy : les jeunes ont une conception différente de la laïcité. Comme le montre notre sondage, il n'y a pas tant de différence que cela entre les jeunes et les moins jeunes. Or ici, nous avons une différence, petite, mais nette : les jeunes semblent avoir une conception plus ouverte, plus souple, plurielle, de la laïcité.

# La liberté d’expression

Hugues Cazenave,
Enguerrand Delannoy,
Alexis Feertchak,
Aline Grange,
Éric Keslassy,
Olivier de Lagarde,
Dominique Lecourt,
Baptiste Petitjean,
Michèle Vallenthini.

## A. L'IDENTIFICATION À « L'ESPRIT DU 11 JANVIER 2015 »




***Hugues Cazenave*** : Nous avons demandé aux jeunes et aux Français ce qu'ils pensaient de « l'esprit du 11 janvier », que nous avons défini comme l'esprit des rassemblements qui ont eu lieu en réaction aux attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher. Les jeunes s'identifient majoritairement à cet esprit. Un peu plus des 2/3 d'entre eux ont répondu « Oui, tout à fait » ou « Oui, plutôt » à la question n° 8, ce qui est sensiblement plus que l'ensemble des Français (58 %).

***Olivier de Lagarde*** : Mais où est l'unanimité dont on nous a tant parlé au

lendemain du 11 janvier ? 58 % de l'ensemble des Français, c'est important, c'est la majorité, mais on voit néanmoins que 39 % des Français, et 32 % des jeunes déclarent ne pas se reconnaître dans « l'esprit du 11 janvier », ce qui est considérable.

***Alexis Feertchak*** : Beaucoup de sondés ont probablement été un peu pris au dépourvu par la question – en effet, qu'est-ce que « l'esprit du 11 janvier » ? Deux choses peuvent expliquer l'absence d'unanimité : premièrement les Français détestent l'unanimisme...

***Olivier de Lagarde*** : Mais les réponses expriment-elles une réaction contre l'unanimisme, ou bien le fait que cet unanimisme n'a existé que dans les yeux des médias ?...

***Alexis Feertchak*** : Je pense qu'il y a en tout cas une réaction contre l'unanimisme, et, deuxièmement, la difficulté de définir « l'esprit du 11 janvier ». Il est intéressant de comparer les réponses à cette question à la précédente sur la laïcité et à la suivante sur la liberté d'expression : alors que, comme nous l'avons vu, les Français sont très majoritairement attachés à la laïcité, on constate qu'ils ont des doutes importants sur la manière dont la liberté d'expression est appliquée en France.

***Baptiste Petitjean*** : Je pense qu'Alexis Feertchak a raison de demander ce qu'est au juste « l'esprit du 11 septembre ». J'ai l'impression que l'on a eu tendance à polémiquer sur ce qui s'est passé le 11 janvier, alors que ce qui dominait avant tout ce jour-là et les jours qui ont suivi, à mon avis, était la volonté pour le peuple français de dire son attachement à la République et de montrer collectivement qu'on ne céderait pas à la peur, qu'il fallait aller de l'avant.

***Hugues Cazenave*** : Je n'ai personnellement jamais cru qu'il y ait eu, à ce moment comme à un autre, d'unanimité. Il y a eu un effet de masse, mais avec des clivages intéressants à repérer, car il s'agit de clivages assez clairement partisans : parmi les jeunes qui se retrouvent dans « l'esprit du 11 janvier » on retrouve essentiellement des sympathisants du PS, à près de 90 %, et un peu moins ceux qui se déclarent proches de l'ex-UMP, du Front national ou des autres partis.

***Olivier de Lagarde*** : Donc « l'esprit du 11 janvier » est un esprit de gauche ?

***Enguerrand Delannoy*** : Ça a fini comme ça, en effet. A partir du moment où le Président de la République – François Hollande, mais un autre aurait fait la même chose – essaye d'instrumentaliser cette unanimité à son profit, on tombe inévitablement dans le débat politicien et donc immédiatement les clivages politiques réapparaissent. Par ailleurs, et sans vouloir jouer la province contre Paris, j'étais dans ma commune les jours qui ont suivi le 11 janvier, et déjà à ce moment, certains me disaient que l'unanimisme parisien c'est bien, mais qu'il y a d'autres problèmes qu'il faudrait traiter et qu'on ne traite pas...

***Olivier de Lagarde*** : Vous êtes dans la France d'Emmanuel Todd ?

***Enguerrand Delannoy*** : Non plutôt dans celle de Christophe Guilly, la France périphérique, très éloignée des préoccupations médiatiques.

***Aline Grange*** : Concernant « l'esprit du 11 janvier », la Fondation Jean-Jaurès a publié récemment une étude menée par Jérôme Fourquet, de l'Ifop, et le sociologue Alain Mergier, auprès des milieux populaires pour comprendre la manière dont ils ont vécu et interprété les attentats et les manifestations de janvier 2015. Cette étude qualitative et quantitative, intitulée *Janvier 2015 : le catalyseur*, montre que pour les classes populaires, les attentats ne viennent que confirmer leur vision du monde. Ces derniers étaient prévisibles, « il fallait s'y attendre », pour reprendre les propos de certaines des personnes interrogées par les deux auteurs, vu l'évolution du climat en France. Autrement dit, si les élites ont été stupéfiées par ces événements, elles seules l'ont été ; ces attentats s'inscrivent dans une continuité et une série de phénomènes déjà bien identifiée par ces classes populaires.

***Eric Keslassy*** : Je voudrais ajouter deux choses. Premièrement, il y a sans doute là un « effet génération » (les 18-21 ans sont en effet encore plus nombreux à se reconnaître dans « l'esprit du 11 janvier 2015 » : 72 %). Les événements de janvier ont probablement laissé plus de traces chez les jeunes que chez leurs aînés. Deuxièmement, il faut bien se rendre compte que le 11 janvier 2015 a été un moment de grâce républicaine de courte durée. « L'esprit du 11 janvier », c'était l'idée – il ne nous est pas possible ici de discuter les thèses de Todd – qu'il est encore possible en France de former une « union nationale » derrière

les principes républicains, de refuser les amalgames, et de s'opposer aux valeurs et aux actions des terroristes islamistes. Le 11 janvier, c'était aussi montrer que les jeunes croient encore à la politique – même si elle doit sans aucun doute prendre des formes renouvelées – pour agir, pour changer les choses.

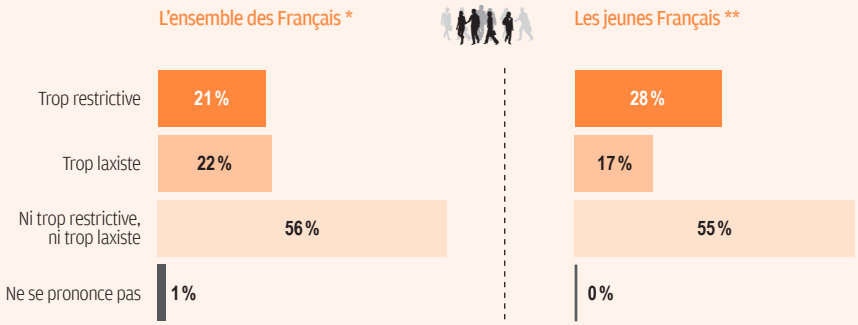
Or, le 11 avril 2015, soit trois mois après les faits, une manifestation a été organisée Place de la République (où, spontanément, tout avait commencé) pour prolonger « l'esprit du 11 janvier 2015 » : seule une petite centaine de personnes est venue.

***Dominique Lecourt*** : Je crois que tout le monde a bien vu que « l'esprit du 11 janvier » a été une construction politique très orchestrée, avec des informations qui ont été parcellaires – souvenez-vous de la difficulté qu'il y a eu à faire passer l'idée que la minute de silence avait souvent été troublée par les élèves. Il s'est agi d'un montage politique pour construire une unanimité là où les faits apportaient précisément un démenti à cette unanimité rêvée.

***Olivier de Largarde*** : Cette enquête tend à le démontrer.

## B. LA PERCEPTION DE L'APPLICATION DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EN FRANCE

**Question 9.** Pour vous, la liberté d'expression appliquée en France est aujourd'hui... ?




* base 1 052 personnes ** base 1 065 personnes

"opinionway pour INSTITUT DIDEROT « Les 18-24 ans et l'avenir de la politique ».

***Hugues Cazenave*** : En ce qui concerne la liberté d'expression, les jeunes et leurs aînés semblent d'accord pour juger qu'elle convient à l'heure actuelle en France, avec 55 et 56 %.

***Olivier de Lagarde*** : Vous vous contentez de peu...

***Hugues Cazenave*** : Il faut commencer par regarder les grandes masses : la majorité des Français sont satisfaits sur ce point. Ensuite, vous avez raison, les avis sont tout de même partagés : 1/5 des Français, et surtout presque un tiers des jeunes, considèrent que la liberté d'expression est trop restrictive. Sur cette question aussi, on constate que les jeunes partagent l'avis de l'ensemble des Français, mais avec une nuance, d'autant plus forte que les plus de 50 ans, eux, sont plus nombreux à considérer que la France est au contraire trop laxiste. Il y a donc des différences générationnelles au sujet de la liberté d'expression.

Les jeunes sont plus nombreux à penser qu'elle est trop restrictive, et les aînés pensent qu'elle est trop laxiste.

***Éric Keslassy*** : Les Français, les jeunes en particulier, ont une vision assez floue de ce qu'est la liberté d'expression. L'écart entre les aînés et les jeunes sur l'idée que la liberté d'expression est trop restrictive (28 % contre 21 %) est frappant. Les jeunes ont le sentiment, pour une partie d'entre eux, que la liberté d'expression est la possibilité de pouvoir tout dire sans aucune entrave. Or, la liberté d'expression est encadrée par le droit. Ainsi, la loi, en France, proscrit la diffamation et l'injure, l'incitation à la haine et, plus récemment, l'apologie du terrorisme.

Deux hypothèses permettent d'expliquer cet « effet âge », avec presque 1/3 des jeunes qui souhaitent une liberté d'expression plus « libre ».

1. Celui-ci serait l'effet de l'écart entre ce qu'il est possible de faire sur Internet, où les jeunes sont en surreprésentation et qui est un média jugé plus libre, et les médias traditionnels, où les jeunes perçoivent une grande autocensure. La question n° 3 indique qu'ils estiment que les principaux médias communiquent avec un filtre : 58 % des jeunes affirment que ces médias ne sont ni « complets », ni « transparents ». Ce constat doit être relié au rejet de la presse classique qui gagne chaque jour du terrain : les jeunes s'informent d'abord sur Internet, sans même avoir nécessairement conscience de le faire.
2. On ne doit pas négliger les dégâts suscités sur ce sujet par les différentes affaires Dieudonné : les jeunes ne comprennent pas pourquoi *Charlie Hebdo* peut rire des religions, se moquer du Prophète mais qu'en revanche on interdise les spectacles de Dieudonné. Je travaille dans un lycée en classe préparatoire dans le 93, et les élèves ne comprenaient pas pourquoi *Charlie* était encensé et Dieudonné interdit. Les lycéens ont le sentiment que la liberté d'expression est à géométrie variable (on en a une illustration avec l'échange entre François Hollande et des lycéens sur le plateau du *Supplément* de Canal +, le 19 avril 2015) [4]. Dans le cadre de la liberté d'expression, le droit au blasphème est ignoré ou mal compris. Je crois que la situation est inquiétante : il faut mieux enseigner et faire comprendre la notion de liberté d'expression.

4. Voir Eric Kesslasy, *De l'antisémitisme en France*, Institut Diderot 2015. L'auteur vous en propose le texte.

Peut-être les jeunes pensent-ils également, à juste titre, que ce n'est pas en restreignant le cadre de la liberté d'expression que l'on pourra régler les problèmes de fond qui se posent aujourd'hui à la société française, à commencer par celui de sa vision de l'identité nationale. Par ailleurs, ils se posent certainement la question de l'efficacité des dispositions contraignantes en termes de liberté d'expression : ne faudrait-il pas laisser tout dire de façon à ce que chacun puisse juger sur pièce ? Cette réponse peut donc aussi se comprendre comme un appel à la responsabilité citoyenne.

***Aline Grange*** : Les jeunes sont plus à l'aise avec l'usage des nouvelles technologies de l'information, ils ont davantage l'habitude de s'exprimer sur les réseaux sociaux. Or, sur Internet, on a le sentiment que tout peut se dire, et dès lors que toutes les paroles se valent – celles de monsieur tout-le-monde comme celles du spécialiste reconnu dans un champ universitaire par exemple. En fin de compte, il est même étonnant que les jeunes ne soient pas plus nombreux à penser que la liberté d'expression est trop restrictive en France.

***Alexis Feertchak*** : Il y a une vraie « mécompréhension » de ce qu'est la liberté d'expression. Celle-ci est encadrée par la loi – l'article 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen précise bien que si « tout citoyen peut (...) parler, écrire, imprimer librement, *sauf à répondre à l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi* »...

***Olivier de Lagarde*** : La loi toutefois ne vient pas de nulle part, elle est débattue à l'Assemblée, votée par une majorité...

***Alexis Feertchak*** : Et je crois que le sentiment des jeunes est à mettre en relation avec plusieurs choses.

Premièrement, un rejet assez important des médias. Or la liberté de la presse permet à la liberté d'expression de prendre de la hauteur, de ne pas s'intéresser qu'aux sujets qui concernent directement les citoyens dans leur vie quotidienne. Ensuite, la loi sur le Renseignement, qui est tout de même l'une des premières conséquences pratiques de « l'esprit du 11 janvier », n'a certainement pas plu aux jeunes, qui sont très présents sur Internet.

Enfin, les différentes affaires Dieudonné. Je me demande d'ailleurs, au sujet de Dieudonné ou du « détail » de Jean-Marie Le Pen, s'il ne serait pas mieux de les

laisser s'exprimer, ce qui permettrait de voir l'inanité de leurs propos. Dire cela ne revient pas nécessairement à défendre une vision anglo-saxonne de la liberté d'expression, contre une vision soi-disant plus restrictive qui serait la nôtre. Je rappelle en effet qu'aux États-Unis, les journalistes ont senti le besoin de flouter *Charlie Hebdo*, afin de dissimuler les caricatures. Il est faux d'opposer libéralisme anglo-saxon, qui offrirait une possibilité illimitée de s'exprimer, et libéralisme encadré par le droit positif en France. Les choses sont nettement plus compliquées.

***Enguerrand Delannoy*** : Je suis d'accord avec Aline Grange, 28 % c'est finalement assez peu par rapport à ce qu'on aurait pu attendre. Nous vivons dans une société avec beaucoup de contraintes, de normes qui nous laisse à penser que rien n'est possible. Une société dans laquelle le bon sens a disparu au profit de constructions éloignées de la réalité et très encadrées.

***Michèle Vallenthini*** : Ce que vous dites est aussi vrai au Luxembourg, ce n'est pas propre à la France. J'aurais moi aussi pensé que les jeunes auraient été plus nombreux à répondre que la liberté d'expression est trop restrictive. L'écart n'est que de 7 % avec l'ensemble des Français : on retrouve là une absence de différence fondamentale entre les jeunes et le reste de la population, qui, sur ce sujet, m'étonne.

***Enguerrand Delannoy*** : On dit souvent que « la dictature c'est "tais-toi", et la démocratie "cause toujours" ». Je pense que beaucoup de jeunes ont cette impression : il ne sert à rien de s'exprimer, nous ne sommes pas entendus. Les gens ont le sentiment qu'ils peuvent s'exprimer, qu'on leur demande même de s'exprimer matin, midi et soir sur tout un ensemble de sujets dans une logique de démocratie participative, mais que finalement on ne les écoute pas. Sans vouloir entrer dans un débat politicien, le gouvernement a répondu par le silence aux nombreuses Manifs pour tous, a immédiatement publié les décrets d'application de la réforme du collège, et le Conseil économique et social a répondu à la pétition de la Manif pour tous, avec 700 000 signatures, qu'elle n'était pas recevable. Dans ce dernier cas, il y avait bien entendu de très bons arguments juridiques, mais le résultat est que les gens ont l'impression qu'on se fiche de leur avis. La liberté d'expression existe, mais elle semble ne servir à rien.

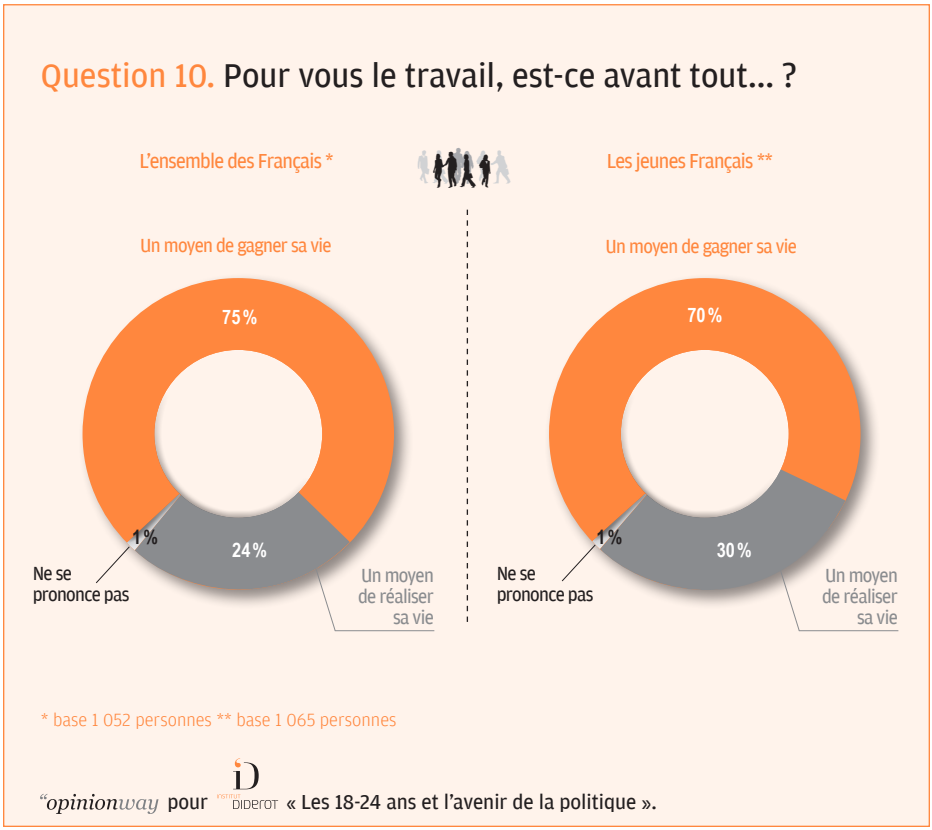
«««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««««

***Eric Keslassy*** : Mais qu'aurait-on dit du gouvernement s'il avait reculé à chaque opposition à ses projets de loi ? Il faut faire attention à ne pas tomber dans l'excès inverse : la rue qui gouverne.

# L’entreprise

Hugues Cazenave,
Enguerrand Delannoy,
Alexis Feertchak,
Alexandre Lacroix,
Olivier de Lagarde,
Baptiste Petitjean,
Jean-Claude Seys.

## A. L'IMPORTANCE DU TRAVAIL DANS SA VIE




***Hughes Cazenave*** : La conception utilitaire ou alimentaire du travail, comme moyen, avant tout, de gagner sa vie, est largement majoritaire chez les Français (75 % pour l'ensemble d'entre eux). Elle l'est aussi chez les jeunes (70 %), et le léger écart avec le reste de la population ne doit pas tromper, dans la mesure où il s'explique par le nombre de personnes parmi les jeunes qui ne connaissent pas encore le monde du travail ou n'ont pas d'expérience de l'entreprise.

***Olivier de Lagarde*** : Ce sondage montre un vrai désenchantement : 30 % seulement des jeunes vont commencer leur carrière en se disant qu'ils vont pouvoir s'accomplir grâce au travail.

***Alexandre Lacroix*** : Oui, mais ce n'est peut-être pas une si mauvaise chose ! On pourrait interpréter le graphique en se disant que 70 % des jeunes se préparent à être exploité, et 30 % à être aliénés. Dans le premier cas, vous avez une approche réaliste du travail, il s'agit d'une transaction économique, et ce qui se passe quand vous arrivez sur le marché du travail, c'est que vous allez offrir votre force de travail à quelqu'un qui va en extraire une marge. Cette approche froide, réaliste, quantitative, précise, peut en fait vous protéger. Car elle signifie que vous comprenez ce qui est réellement en jeu, à savoir qu'il vous faudra négocier votre salaire, qu'il y a un rapport de force entre vous et votre employeur. En revanche, si vous pensez que vous allez vous réaliser par le travail, vous vous exposez à de grandes désillusions...

***Olivier de Lagarde*** : N'est-ce pas le propre de la jeunesse que de se bercer d'illusions ?...

***Alexandre Lacroix*** : Mais penser que votre travail est quelque chose qui dépend entièrement de vous, que la réussite de votre carrière est ce qui vous définit et ce qui va vous épanouir est tout de même dangereux. Cela vous donne, comme individu, une responsabilité énorme, qui peut être tout à fait écrasante, et peut vous amener à ne pas voir de manière réaliste certains aspects déterminants du monde de travail, qui est un monde de transactions. Je ne sais donc pas quelle est la meilleure approche, mais il me semble en fait plutôt sain que les jeunes se disent que le travail est avant tout une façon de gagner sa vie, ce qui revient à mettre le travail à sa bonne place, ne pas trop en espérer, tandis que ceux qui voient dans leur travail le sens de leur vie seront peut-être les premiers à devenir *workaholic* ou à ne plus savoir poser de limites entre travail et vie privée.

***Jean-Claude Seys*** : Je ne suis pas certain, en premier lieu, que la question n° 10 soit très bien posée. En effet, il est bien normal que si on demande aux gens s'ils pensent que le travail est un moyen de gagner sa vie, ils répondent « Oui », puisqu'il n'y a plus de rentiers, et que même les retraites sont des salaires différés, donc du travail. Il est par conséquent probable que cette évidence imprègne l'esprit des sondés et ne permet pas bien de saisir leur représentation du travail quand on leur donne à choisir entre « moyen de se réaliser » et « moyen de gagner sa vie ». Peut-être aurait-il été mieux de directement leur demander si le travail est un moyen ou non de réaliser sa vie.
Je pense par ailleurs, et cela fait aussi que je ne suis pas d'accord avec Alexandre

Lacroix quand il réduit le travail à l'exploitation ou l'aliénation, qu'il existe de nombreuses façons de se réaliser par le travail.

Le travail peut-être intéressant, bien entendu, par la nature des tâches. Ceux qui choisissent leur travail pour cette raison vont y trouver une forme de réalisation. Un enseignant qui aime ce travail va s'y réaliser, mais pas celui qui n'exerce cette profession que parce qu'il n'a pas trouvé de travail ailleurs.

On peut toutefois se réaliser au travail pour d'autres raisons. Par exemple, dans l'humanitaire, les tâches peuvent être ingrates, peu intéressantes par elles-mêmes, avec des conditions difficiles, et cependant cela peut être un moyen de se réaliser parce que ce travail a une utilité sociale. L'intégration sociale peut être une façon de se réaliser au travail : les mineurs avaient des emplois extrêmement difficiles, dans des conditions vraiment terribles, mais le travail représentait pour eux un vecteur d'intégration sociale extrêmement important.

La rémunération aussi est importante, et pas simplement pour des raisons purement économiques. En effet, la rémunération exprime aussi l'appréciation que la société porte sur votre activité. Les hauts salaires des footballeurs, par exemple, sont aussi pour les jeunes la marque d'une reconnaissance sociale.

Bien entendu, certaines tâches sont par nature moins attirantes que d'autres, mais il me semble qu'il est néanmoins possible de se réaliser dans n'importe quel type de travail, si l'on prend en compte ces différentes modalités d'accomplissement au travail. Une étude sur les relations de travail dans les fast-foods américains, qui sont peut-être les pires au monde, avec des conditions dramatiques, une mauvaise rémunération, des conflits incessants avec la hiérarchie et les clients, a montré que néanmoins, dans certains cas, avec des *managers* qui arrivaient à former des équipes, les employés, même dans ce cas, devenaient fiers de leur travail et contents d'être là.

***Olivier de Lagarde*** : Mais peut-être s'agit-il là d'une vision un peu datée de l'entreprise, au sens où maintenant les jeunes passent de l'une à l'autre, où ceux-ci ne feront plus carrière dans une seule d'entre elles, et refusent toute forme de paternalisme.

***Alexandre Lacroix*** : Je voudrais préciser mon propos. Il s'agissait simplement de dire que considérer le travail comme un moyen de gagner sa vie n'est pas nécessairement une mauvaise chose, et qu'y voir un moyen de se réaliser n'est pas forcément une chose positive.

Les 30 % qui voient dans le travail un moyen de s'accomplir sont des gens qui sont sortis d'une logique de survie ou d'accès au confort. Il s'agit d'une population souvent diplômée, et dont le travail est immatériel : produire des services, manier des flux de données. Quand on accomplit ce genre de travail, on s'y investit sur le plan cognitif et affectif. Tandis que, comme le disait Marx, l'esprit du travailleur peut voleter pendant que celui-ci vaque à son labeur manuel, pour un journaliste, par exemple, c'est impensable : son travail consiste à constamment manipuler des flux d'information, à utiliser toute sa pensée pour faire sa tâche. Il est alors normal que l'on ait l'impression de se réaliser soi-même, puisque c'est soi qu'on engage dans ce qu'on écrit, et que l'on se met soi-même en jeu à chaque instant. Le danger c'est que se réaliser demande, d'une part, de la durée, et aussi, d'autre part, du temps à soi, tandis que la première chose que font les jeunes de ma génération, avant même de sortir du lit, est de consulter leur messagerie. Autrement dit, souhaiter se réaliser au travail est une conséquence du fait que le travail envahit notre pensée en permanence, nous met constamment en jeu. Or cela est dangereux, et il peut être bon de se déprendre de cette façon de voir le travail.

***Olivier de Lagarde*** : Tout cela est très intéressant – mais ne répond pas du tout à ma question. Le rapport des jeunes à l'entreprise a-t-il profondément changé depuis 20 ans ?

***Jean-Claude Seys*** : C'est possible, mais j'entendais déjà il y a cinquante ans, quand j'ai commencé à travailler, que les gens n'étaient pas assez investis dans leur entreprise. Il y a eu des changements, mais il ne faut pas exagérer : il y avait aussi à l'époque des jeunes qui essayaient d'en faire le moins possible. Surtout, les entreprises n'offrent plus le même type d'emploi. Ceux-ci sont bien plus passagers. Les entreprises ne peuvent pas offrir des emplois de passage, d'une durée d'une ou de deux années, et ensuite exiger à l'inverse des salariés qu'ils s'y investissent comme si leur vie en dépendait. A partir du moment où on n'offre que des CDD, on ne peut pas demander aux salariés un investissement aussi complet qu'avant.

***Hugues Cazenave*** : Cette question n'épuise pas bien entendu la complexité du rapport des jeunes à l'entreprise – ce que montrent d'autres études sur le sujet, c'est qu'il y a malgré tout une vraie aspiration des jeunes à se réaliser au travail. Autrement dit, il faut éviter de caricaturer les jeunes en disant qu'ils ne

sont intéressés que par l'argent, et ne savent aussi que zapper d'une entreprise à une autre, ce qui par ailleurs n'est pas nécessairement une mauvaise chose, pour eux comme pour les entreprises. Il y a en fait une forte attente, chez les jeunes, pour se voir offrir des tâches intéressantes, avec des responsabilités, et sur ce plan il y a un vrai décalage entre l'offre et la demande. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les jeunes ne sont pas intéressés que par l'argent, mais si on ne leur propose que des emplois sans intérêt, il est normal qu'ils adoptent une attitude utilitariste, alimentaire, à l'égard du travail, et qu'ils passent d'une entreprise à une autre en fonction de la rémunération.

***Baptiste Petitjean*** : À mon avis, les jeunes sont conscients qu'ils peuvent se réaliser hors de l'entreprise. Le travail est un moyen de gagner sa vie pour justement pouvoir se réaliser hors du travail, utiliser l'argent gagné pour s'accomplir d'une autre façon.

***Olivier de Lagarde*** : Les 35 heures ont-elles eu un effet sur ce point ? On passe beaucoup moins de temps dans l'entreprise, et donc il devient possible de se faire une autre vie à côté du travail, alors qu'autrefois on n'avait pas le temps.

***Baptiste Petitjean*** : Je ne sais pas, mais vous avez demandé tout à l'heure si la jeunesse ne consiste pas à se bercer d'illusions – j'ai pour ma part l'impression que depuis le début des années 80, elle est surtout bercée de désillusions, il suffit de regarder les mouvements musicaux transgressifs : on est passé des hippies aux punks.

***Alexis Feertchak*** : En revanche, je ne pense pas qu'il faille assimiler la volonté chez les jeunes de changer de boîte à du zapping, comme si c'était une mauvaise chose. Il me semble plutôt positif de ne pas passer 40 ans dans la même entreprise à faire le même métier, et de pouvoir évoluer horizontalement. C'est comme cela que j'interpréterais le propos d'Alexandre Lacroix : les jeunes sont beaucoup plus réalistes, et parce qu'ils sont plus réalistes, ils peuvent plus facilement essayer de donner du sens au travail en changeant éventuellement de métier.

***Alexandre Lacroix*** : Je voudrais rebondir sur les 35 heures : s'il y a bien une mutation du monde du travail, que les jeunes prennent de plein fouet, c'est la difficulté maintenant de décompter de façon précise le temps travaillé, pour la

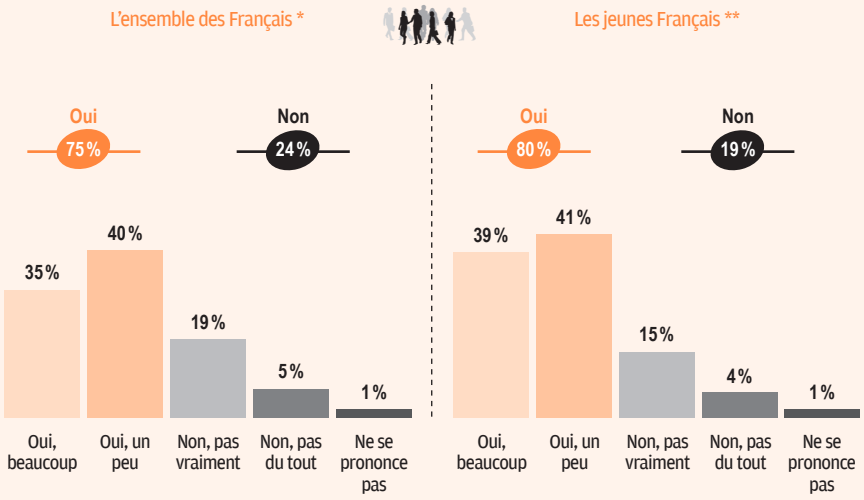
raison que j'indiquais tout à l'heure, à savoir que le travail porte maintenant sur des flux de données, qu'il est immatériel, qu'on peut l'emporter partout et tout le temps avec soi, sur son ordinateur.

***Olivier de Lagarde*** : N'est-ce pas une vision un peu trop « cadre sup' » ? Il n'y a quand même pas que ça, il y a aussi des gens qui pointent...

***Alexandre Lacroix*** : Mais le sondage reflète cela, je parle des 30 % qui pensent qu'ils vont réaliser leur vie, et là on est plutôt chez des diplômés, chez des cadres supérieurs. Et même chez les précaires, dans les emplois au bas du tertiaire, il est très difficile de compter les heures, sans parler des heures supplémentaires qu'on n'arrive pas à se faire payer. A l'usine, ou dans certaines administrations, il est peut-être possible de déterminer précisément combien de temps on a travaillé, mais il me semble que ce n'est plus le paradigme dominant.

## B. LA PLACE DE L'ENTREPRISE DANS LA POLITIQUE

**Question 11.** Attendez-vous de la politique qu'elle favorise l'entreprise ?




* base 1 052 personnes ** base 1 065 personnes

"opinionway pour INSTITUT DIDEROT « Les 18-24 ans et l'avenir de la politique ».

***Hugues Cazenave*** : Les résultats sur cette question sont particulièrement intéressants. Les Français et les jeunes, et surtout les jeunes, considèrent que l'État doit favoriser l'entreprise, et de façon très prononcée puisque non seulement ils répondent « Oui » à 75 et 80 % respectivement, mais que dans les deux cas le « Oui, beaucoup » est très élevé. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer le phénomène. Premièrement, une évolution très nette du rapport des Français à l'entreprise, qu'on repère aussi dans le baromètre de la confiance que nous établissons pour le CEVIPOF. Sur les dix dernières années, les Français se sont progressivement, lentement mais sûrement, déplacés de l'État vers l'entreprise : on attend moins de l'État qu'il réglemente...

***Olivier de Lagarde*** : En fin de compte, les jeunes sont devenus libéraux ?

***Hugues Cazenave*** : Le mot « libéral » est connoté en France, plutôt péjorativement de surcroît, je préfère donc parler d'un rapport à l'entreprise et à l'État qui est un peu différent.

***Jean-Claude Seys*** : Je ne suis pas sûr qu'on puisse parler d'une évolution vers le libéralisme. En fait, 75 % c'est le pourcentage de la population française qui travaille dans l'entreprise et 25 %, ce sont ceux qui travaillent directement ou indirectement dans l'Administration. Donc le sondage reflète un élément de fait. Je fais cette remarque, parce qu'il est important pour interpréter le sondage de ne pas regarder que lui, mais aussi la réalité. Par ailleurs, selon une enquête Ipsos/Le Monde en 2012 [5], 75 % des jeunes Français auraient envie de travailler dans la fonction publique, pour la sécurité de l'emploi, et aussi parce que l'administration offre la capacité de se former. Cela confirme à mon sens qu'il y a plusieurs façons de se réaliser : beaucoup de fonctionnaires ne font pas leur métier pour la rémunération ou l'intérêt des tâches, mais parce qu'ils ont la sécurité de l'emploi et la faculté de se former, de progresser dans leurs compétences, et par là de se réaliser plus généralement dans la société.

***Enguerrand Delannoy*** : On pourrait dans un premier temps crier victoire : nous sommes enfin devenus adultes, nous avons enfin compris comment fonctionne l'économie, les Français, et surtout les jeunes, ont compris que c'est l'entreprise qui crée l'emploi, pas l'État. Mais il n'empêche que l'État est assimilé à a sécurité de l'emploi. Dans l'université en ligne que je viens de créer, nous proposons des prépas pour entrer en Institut de Formation en Soins Infirmiers : nous avons 200 000 candidats pour 30 000 places, parce que, même si le métier est difficile, il offre la sécurité de l'emploi.

***Olivier de Lagarde*** : Dans le secteur public, comme dans le secteur privé, soit dit en passant, en ce qui concerne les infirmiers.

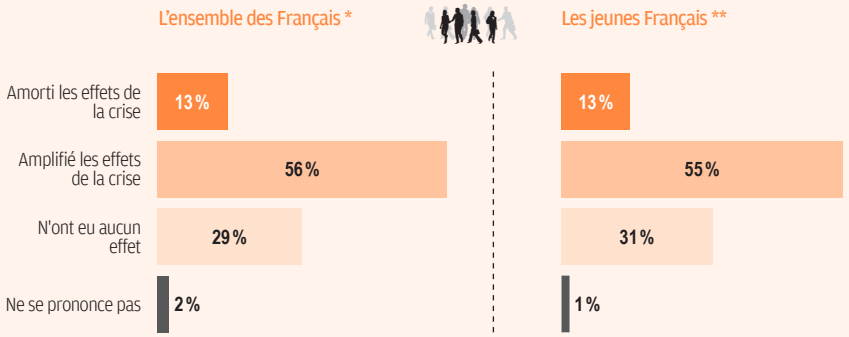
5. Voir http://www.ipsos.fr/sites/default/files/attachments/presentation_ipsos_jeunes_et_emploi_public.pdf (Consulté le 01/07/2015).

# L’Union européenne

Hugues Cazenave,
Enguerrand Delannoy,
Aline Grange,
Olivier de Lagarde,
Baptiste Petitjean.

## A. L'IMPACT DES POLITIQUES MENÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE

**Question 12.** Selon vous, les politiques menées par l'Union européenne ont-elles amorti ou amplifié les effets de la crise économique ?




* base 1 052 personnes ** base 1 065 personnes

"opinionway pour INSTITUT DIDEROT « Les 18-24 ans et l'avenir de la politique ».

***Hugues Cazenave*** : Les jeunes comme l'ensemble des Français portent un jugement plutôt négatif, non pas sur l'Europe en général, mais sur les politiques publiques menées actuellement par l'Union européenne. Ce résultat global est toutefois hétérogène, quand on l'analyse en fonction de la proximité partisane. Un vrai clivage apparaît entre les jeunes sympathisants du Front national, qui sont 75 % à considérer que l'Union européenne a amplifié les effets de la crise économique, et les jeunes sympathisants d'Europe Ecologie, des Verts ou du Parti Socialiste : dans ce cas, les jeunes sont une minorité (27 % par exemple au PS) à considérer que les politiques de l'Union européenne ont aggravé la situation.

***Aline Grange*** : Certes, les jeunes Français sont plutôt critiques à l'égard des politiques de l'Union européenne. Mais ils le sont globalement moins que

l'ensemble des Français, parce qu'ils considèrent sur un certain nombre d'items que les mesures prises dans le cadre de l'intégration européenne sont bénéfiques. C'est assez net par exemple pour la libre circulation des personnes : elle est approuvée par 46 % des Français, quand les jeunes sont 61 % à la plébisciter. Il s'agit là d'une génération qui a toujours vécu au sein de l'espace Schengen, qui a connu très jeune l'euro et le marché unique. Ces jeunes voient en quelque sorte l'Union européenne comme une garantie à la liberté de mouvement. Ils sont culturellement européens, l'Europe ne leur pose pas de problème d'identité. Quand on regarde d'autres enquêtes d'opinion, on constate que les jeunes se montrent plus que la moyenne prêts à fournir des efforts d'ordre culturel, qu'il s'agisse de « signer une charte pour l'avenir de l'Union européenne », d'« adhérer à une association en faveur de la construction européenne » ou de « choisir une langue commune européenne enseignée dès la maternelle dans tous les pays de l'Union européenne ».

***Olivier de Lagarde*** : C'est la génération Erasmus ?

***Aline Grange*** : Oui, la génération Erasmus, parce que ces programmes ont favorisé les études et les échanges à l'étranger, la mobilité à travers l'Europe. Si tous les jeunes ne bénéficient pas d'un échange Erasmus, leur nombre est en expansion – depuis sa création, c'est le cas de plus de trois millions d'étudiants. Et c'est aussi la génération du *low cost*, qui banalise des voyages en transport aérien auparavant coûteux, et la génération Airbnb et Couchsurfing. L'évolution au niveau des échanges culturels est nette. Cette génération politiquement socialisée après Maastricht tire largement profit des avantages que l'intégration européenne procure aux citoyens par la libéralisation des échanges.

***Olivier de Lagarde*** : Tout cela donne des raisons d'avoir une vision optimiste quant à l'avenir de l'Europe, car même si les Français ne croient pas aux institutions européennes, les jeunes Français construisent l'Europe en pratique, au quotidien.

***Aline Grange*** : Tout à fait, c'est plutôt une bonne nouvelle par rapport à 2005, quand les jeunes Français avaient voté « non » au Traité constitutionnel européen, même davantage que leurs aînés, et ce pour la première fois.

***Olivier de Lagarde*** : Il semble qu'on soit passé d'une unanimité à une autre.

Pendant des années, la question européenne ne faisait pas débat. Pour simplifier, tout le monde était européen. Maintenant, la question ne fait pas non plus débat : tout le monde tape sur l'Europe.

***Enguerrand Delannoy*** : Étant très européen, la réponse à cette question me semble assez dramatique. Les responsables politiques, tous bords confondus, en portent une part de responsabilité. Pas un seul n'a dit, à un moment ou à un autre, que s'il y avait des problèmes en France, c'était la faute de l'Europe. Il ne faut alors pas s'étonner ensuite d'avoir des résultats de ce type, sur l'agriculture, l'entreprise, ou encore l'austérité. Or c'est absurde, par exemple sur l'austérité : la dépense publique en France n'a pas diminué depuis trente ans, Les responsables politiques se défaussent sur l'Europe, mais ce sont eux les responsables français, les ordonnateurs de la dépense ! En aucun cas Bruxelles ou Maastricht ! Au contraire, ce sont des cordes de rappel. Pour anecdote, c'est l'Euro qui nous a permis de boucler les budgets en raison de la baisse des taux d'intérêt qu'il a permis.

***Olivier de Lagarde*** : Je vous entends bien : l'Europe est un bouc émissaire. Mais vous avez commencé aujourd'hui par nous dire que le pouvoir politique se trouvait à Bruxelles. L'Europe doit donc bien avoir sa part de responsabilité sur ce que nous vivons actuellement ?

***Enguerrand Delannoy*** : Je ne crois pas que l'Europe soit responsable de ce que nous vivons au quotidien, car avant que les directives européennes soient transcrites en droit français, elles passent à la moulinette des chambres parlementaires et de l'Administration qui en rajoutent 25 couches, ce qui aboutit à beaucoup plus de contraintes, de normes, que dans des pays comme l'Allemagne. En matière agricole, par exemple, l'Allemagne est devenue en l'espace de 15 ans le premier exportateur de lait de l'Union européenne, devant la France, parce que nous avons été plus royalistes que le roi dans les transpositions des directives en normes sanitaires dans le secteur du lait, à la différence de l'Allemagne. Cette dernière nous est passée devant, et la responsabilité en revient à l'Administration française, pas à l'Europe, et j'ajoute à l'insuffisance du contrôle parlementaire dans la rédaction des lois.

***Olivier de Lagarde*** : Michèle Vallenthini disait qu'aujourd'hui, en fin de compte, les jeunes ne cherchent plus à s'échauffer sur l'Europe. Est-ce le cas à

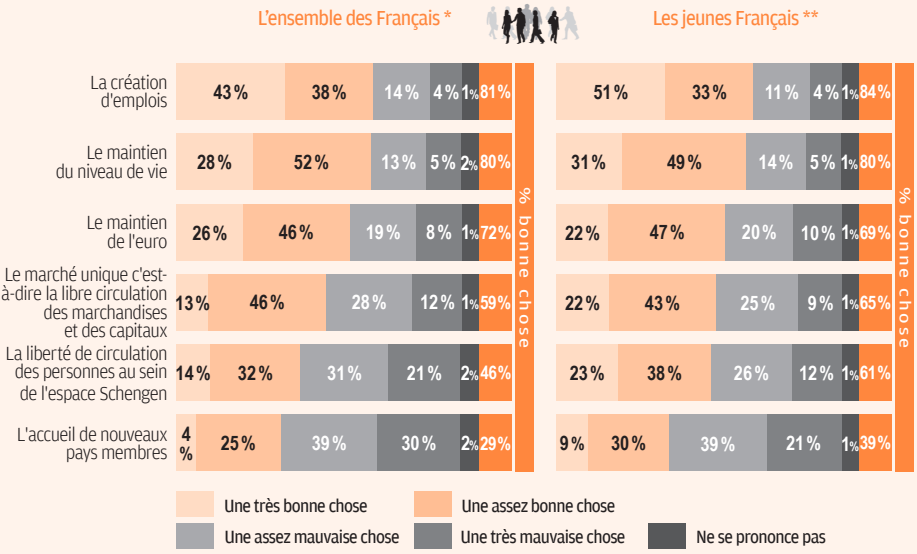
Res Publica ou à la Fondation Jean-Jaurès, veut-on encore y défendre l'Europe, ou laisser filer ?

***Aline Grange*** : Nous avons bien entendu envie de la défendre, la construction européenne est au cœur du projet de la Fondation Jean-Jaurès – celle-ci est même née des échanges que celui qui sera son fondateur, Pierre Mauroy, a eu avec les sociaux-démocrates allemands qui pouvaient s'appuyer sur la puissante Fondation Friedrich-Ebert. Et l'une des premières actions de la Fondation Jean-Jaurès a été d'aider ses partenaires dans les toutes nouvelles démocraties d'Europe de l'Est, après la chute du Mur. Mais cela n'empêche pas la Fondation de stimuler le débat sur les enjeux de l'intégration européenne telle qu'elle s'élabore et sur la manière dont les sociaux-démocrates peuvent y promouvoir les valeurs qui sont les leurs.

***Baptiste Petitjean*** : Pour être franc, depuis l'Acte Unique et Maastricht, la direction que prend la construction européenne me semble peu défendable ! Depuis 1992 et le lancement de la monnaie unique, il y a eu un changement de braquet, nous sommes passés d'une construction européenne fondée sur l'économie, visant essentiellement à ouvrir les marchés à un tour de force politique et pas simplement économique, qui a naturellement rencontré les vieux mécanismes historiques, les réticences, les résistances des nations européennes. Enguerrand Delannoy a plaidé pour l'euro, mais les PME qui donnent de l'emploi ont souffert d'un euro largement surévalué, un euro qui valait presque 1,6 $ (avril 2008). Les petites entreprises n'arrivaient plus à exporter du fait d'une monnaie complètement inadaptée.

## B. LES BÉNÉFICES RETIRÉS PAR LES PAYS MEMBRES DES POLITIQUES MENÉES PAR L'UE

**Question 13.** Diriez-vous que chacune des situations suivantes est une bonne ou mauvaise chose pour les pays de l'Union Européenne ?




* base 1 052 personnes ** base 1 065 personnes

"opinionway pour INSTITUT DIDEROT « Les 18-24 ans et l'avenir de la politique ».

***Hugues Cazenave*** : Cette question s'inscrit parfaitement dans le débat que nous venons d'avoir. On voit que sur plusieurs items, la création d'emplois, le maintien du niveau de vie et plus généralement les questions économiques, il y a une convergence entre les jeunes et leurs aînés. En revanche, sur la question de la libre circulation des personnes au sein de l'espace Schengen ou l'accueil de nouveaux membres au sein de l'Union, on constate une différence importante entre les jeunes et les autres : 61 % des jeunes contre 45 % de l'ensemble des

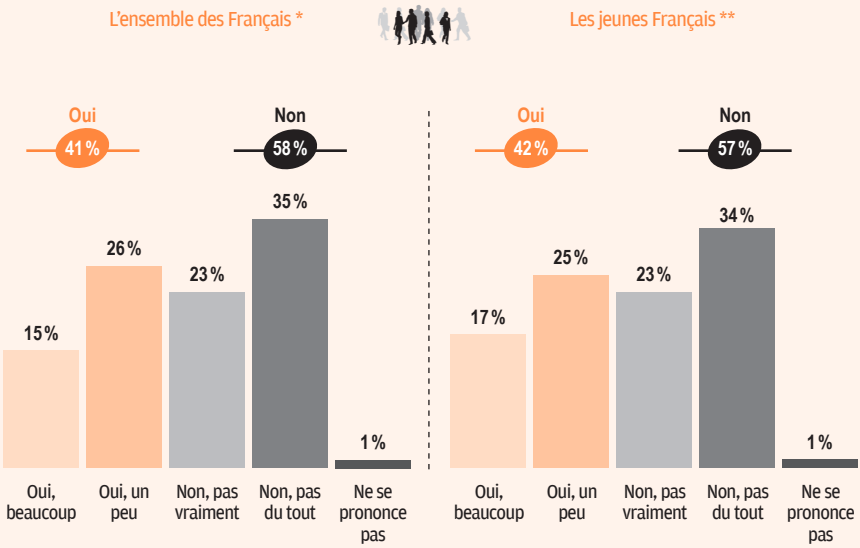
Français sont enclins à accepter la libre circulation des personnes, et 39 % des jeunes considèrent que l'entrée de nouveaux membres est une bonne chose – il s'agit d'une minorité, mais cela représente néanmoins 10 % de plus que l'ensemble des Français. Il y a ainsi un tropisme européen nettement plus affirmé chez les jeunes que chez les autres Français.

# Marine Le Pen et le Front national

Hugues Cazenave,
Enguerrand Delannoy,
Aline Grange,
Olivier de Lagarde,
Baptiste Petitjean.

## A. LA NOUVEAUTÉ APPORTÉE PAR MARINE LE PEN AU SEIN DE LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE

**Question 14.** Avez-vous le sentiment que Marine Le Pen apporte de la nouveauté à la vie politique française ?



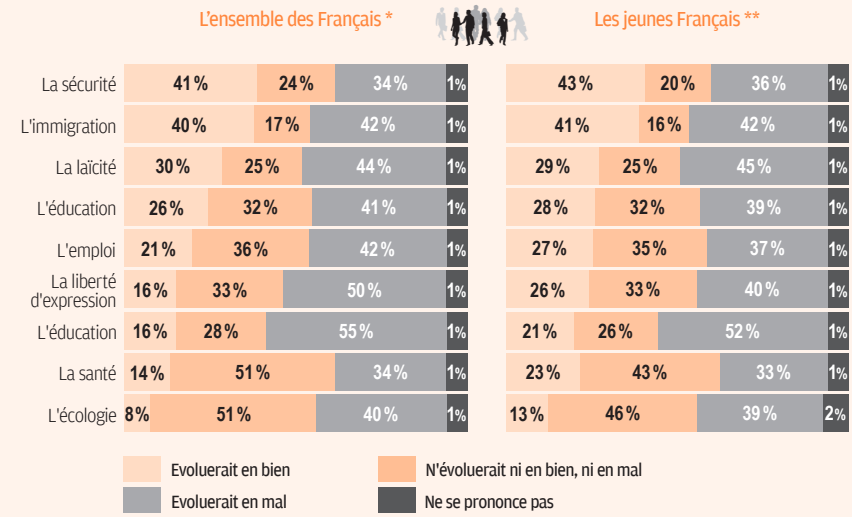

* base 1 052 personnes ** base 1 065 personnes

"opinionway pour FONDATION DIDEROT « Les 18-24 ans et l'avenir de la politique ».

Quatre Français sur 10 et quatre jeunes sur 10 pensent que Marine Le Pen apporte du nouveau à la vie politique française. Marine Le Pen constitue ainsi un vrai phénomène politique, pour les jeunes comme pour les autres. Rappelons à ce sujet qu'aux élections présidentielles de 2012, c'est Marine Le Pen qui est arrivée en tête chez les jeunes, avec 26 %, contre 16 % pour Nicolas Sarkozy, 16 % pour François Hollande, et le reste sur les autres candidats. Ces résultats montrent aussi, par ailleurs, que les jeunes ne sont pas une catégorie homogène. Il s'agit d'une catégorie plurielle, qu'il faut éviter de réifier.

## B. L'IMPACT D'UNE ÉVENTUELLE PRÉSIDENCE DE MARINE LE PEN SUR DIFFÉRENTS ASPECTS

**Question 15.** Pensez-vous que la situation dans chacun des domaines suivants évoluerait en bien ou en mal si Marine Le Pen était élue à l'élection présidentielle de 2017 ?




* base 1 052 personnes ** base 1 065 personnes

"opinionway pour FONDATION DIDEROT « Les 18-24 ans et l'avenir de la politique ».

***Hugues Cazenave*** : Cette question nous apprend deux choses :

1/ Quatre jeunes sur dix, et plus généralement quatre Français sur dix estiment qu'une élection de Marine Le Pen à la présidentielle de 2017 améliorerait la situation en matière de sécurité et d'immigration.

2/ Une proportion sensiblement plus importante de jeunes, de 5 à 10 % de plus que dans le reste de la population, considère que si Marine Le Pen était élue présidente, l'emploi, l'économie, la liberté d'expression, la santé et l'écologie iraient mieux. Ce résultat est important, et il est assez spectaculaire.

***Olivier de Lagarde*** : Baptiste Petitjean, comment se fait-il que Marine Le Pen arrive à convaincre plus de jeunes que Jean-Pierre Chevènement ?...

***Baptiste Petitjean*** : Ce qui fait la nouveauté du Front national aujourd'hui, c'est le changement presque complet de son discours, en matière économique notamment. On se rappelle qu'à une époque, Jean-Marie Le Pen se présentait comme le Reagan français...

***Olivier de Lagarde*** : Mais n'y a-t-il pas justement une proximité entre le discours économique de Jean-Pierre Chevènement et celui de Marine Le Pen ?

***Baptiste Petitjean*** : Non. J'allais justement rebondir sur le fait que 26 % des jeunes Français considèrent que Marine Le Pen pourrait améliorer la situation économique de la France. Car en fin de compte, quel est son programme économique ? Essentiellement, le protectionnisme et la sortie de l'euro. Jean-Pierre Chevènement ne prône pas la sortie de l'euro mais sa transformation : il propose une réforme du système monétaire européen, d'assouplir la monnaie unique et de la transformer en monnaie commune – autrement dit, d'avoir un toit monétaire commun et de laisser subsister à l'intérieur de la zone euro des subdivisions nationales qui pourraient se régler entre elles. Un euro que l'on partagerait pour les échanges internationaux, mais avec une certaine flexibilité interne. Tous les pays de la zone euro ne peuvent pas supporter une monnaie aussi forte et dont les règles sont aussi dures.

***Olivier de Lagarde*** : Ma question était provocatrice, mais je pense qu'il est quand même important de souligner ce repositionnement du Front national sur des thématiques qui sont plus à gauche, économiquement parlant. Quand on entend Marine Le Pen défendre la retraite à soixante ans ou proposer une hausse du SMIC, on est loin de Reagan.

***Baptiste Petitjean*** : Certes, mais je pense qu'il faudrait ventiler géographiquement les réponses au sondage : quelle est leur répartition entre Paris et la province, ou entre les petites villes, les villes moyennes, le périurbain et les zones rurales ? Car le FN tient en fait deux discours : l'un, au nord et à l'est, dans les anciennes régions industrielles, qui est en effet très porté sur des thèmes qui sont traditionnellement de gauche, sur le social et l'emploi. Au sud, en revanche, on verra, je crois, que Marion Maréchal-Le Pen ne fera pas campagne

pour les régionales sur le protectionnisme ou la sortie de l'euro, mais davantage sur les thématiques habituelles du Front national : la sécurité et l'immigration.

***Olivier de Lagarde*** : Il y a aussi une gentrification du Front national.

***Baptiste Petitjean*** : Oui, il y a un profond renouvellement des cadres, très impressionnant, et le FN fait aussi beaucoup de formation. Cela lui permet de mobiliser des jeunes qui pour certains vont adhérer au FN par carriérisme. François Hollande avait axé sa campagne en 2012 sur la jeunesse et l'école, et qu'en est-il sorti ? Comme l'a rappelé Hugues Cazenave, il n'a fait que 16 % chez les jeunes, derrière Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy.

***Olivier de Lagarde*** : Enguerrand Delannoy, Marine Le Pen ne pose pas de problèmes qu'aux chevénementistes, mais aussi à vos amis les Républicains...

***Enguerrand Delannoy*** : La percée durable de Marine Le Pen dans le paysage politique français et chez les jeunes est liée à la persistance de problèmes structurels auxquels le pouvoir politique n'a pas répondu, depuis trente ans. Ces problèmes sont essentiellement : le chômage et la situation des finances publiques.

Les jeunes voient ces problèmes : ils voient leurs parents travailler ou ne même pas avoir d'emploi, et être dans des situations extrêmement difficiles. Les jeunes constatent ainsi un décalage considérable entre la promesse républicaine, celle de l'éducation et de l'emploi, et la réalité. À partir de là, autant envoyer balader le système, et voter Front national.

D'autre part, les gens attendent que les hommes politiques agissent. Le Front national répond – en apparence seulement – à cette demande. L'autoritarisme, les effets de manche dont fait preuve le Front national donne des gages à ceux qui attendent des pouvoirs publics qu'ils soient efficaces. Cela aboutit à des paradoxes : je croise régulièrement des CSP++, qui travaillent dans la banque, participent à la finance internationale, et qui votent Front national par rejet de l'inefficacité du système depuis trente ans.

En fin de compte, les gens ne votent pas Front national pour les mesures que ce parti propose : le vote Front national reste selon moi un vote contestataire. Marine Le Pen peut raconter à peu près n'importe quoi, elle incarne le ras-le-bol des Français à l'égard de leur classe politique.

***Olivier de Lagarde*** : La Fondation Jean Jaurès a beaucoup contribué au discours du Bourget de François Hollande. Le fait de voir des jeunes qui se tournent massivement vers Marine Le Pen plutôt que François Hollande doit vous interroger ?

***Aline Grange*** : Bien sûr. Mais il me semble qu'il ne faut pas nécessairement prendre le taux de réponses important à cette question – est-ce que Marine Le Pen apporte de la nouveauté à la vie politique française – comme autant d'adhésion à son projet politique. Il est possible, tout en ne soutenant pas le programme de Marine Le Pen, de reconnaître qu'elle apporte quelque chose de neuf à la vie politique française. Et de fait, c'est le cas : elle n'a pas exercé de responsabilités à un haut niveau – d'ailleurs le Front national a aujourd'hui tous les avantages d'un parti contestataire sans avoir à se justifier de quelconques bilans –, elle est relativement jeune, elle incarne un leadership assez fort relativement à d'autres dirigeants. De plus, c'est une femme. D'ailleurs, c'est un élément mis en lumière par la sociologue Anne Muxel qui a mené une étude de terrain en interrogeant notamment de jeunes apprentis qui votent Front national : pour eux, le fait que Marine Le Pen soit une femme contribue à leur adhésion.

***Olivier de Lagarde*** : Il n'empêche, comme le rappelait Baptiste Petitjean, nous avons un président qui disait pendant sa campagne que les jeunes étaient sa priorité, et au total les jeunes votent à 26 % pour Marine Le Pen et seulement à 16 % pour François Hollande.

***Hugues Cazenave*** : Chez ceux qui votent, il faut le préciser, qui sont environ 75 % lors des présidentielles, un petit peu moins que le reste de la population.

***Olivier de Lagarde*** : Les jeunes ne croient plus la gauche, en fin de compte.

***Aline Grange*** : Certes, c'est vrai qu'il y a une différence avec les générations précédentes de jeunes, qui étaient plutôt orientées à gauche. Cela témoigne sans doute de la « droitisation » de la société française, quel que soit l'âge ou la sympathie partisane, que l'on observe dans les enquêtes d'opinion, et notamment dans la dernière édition de « Fractures françaises », menée par Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès, Sciences Po et *Le Monde*. Sauf exception, tous les thèmes sont touchés. Cela va des sujets de société traditionnels – comme

la peine de mort – au rôle de l'État dans l'économie, à la solidarité ou aux questions régaliennes – où l'on observe une crainte massive sur des questions comme le nombre d'étrangers. Cela doit interroger la gauche. De toute façon, pour les jeunes aujourd'hui, le contexte est bien différent de celui de la jeunesse de leurs parents, avec une baisse de confiance généralisée dans les institutions politiques et les gouvernants.

***Enguerrand Delannoy*** : Il faut ajouter deux choses. Premièrement, les grands partis traditionnels, le PS et Les Républicains ont pour clientèle politique, en schématisant, d'un côté les fonctionnaires et de l'autre les retraités : il n'y a pas véritablement dans ces deux partis d'offre politique pour les jeunes qui travaillent, qui corresponde à leurs attentes. Deuxièmement, tous les hommes politiques, de droite comme de gauche, ne doivent plus rien promettre qu'ils ne soient certains de pouvoir mettre en œuvre quand ils accèderont aux responsabilités. Le discours du Bourget du candidat François Hollande à la Présidence de la République a été une machine à produire de la déception.

***Baptiste Petitjean*** : Je pense, contrairement à Enguerrand Delannoy, que le vote FN est un mélange entre vote contestataire, certes, et vote d'adhésion, car le programme de Marine Le Pen est clairement orienté contre l'euro, l'Europe, la mondialisation libérale, même si ensuite, quand on creuse, l'ensemble est mal ficelé et incohérent.

***Hugues Cazenave*** : Il y a en effet maintenant dans le vote FN, en plus d'un vote contestataire, un véritable vote d'adhésion. On peut le mesurer à travers le nombre de ceux qui, le jour du scrutin, votent pour un candidat tout en ne souhaitant pas qu'il gagne – cela peut sembler paradoxal, mais ça arrive souvent. Or ce qui est frappant est que le vote Front national est maintenant devenu majoritairement un vote d'adhésion.

# Discussion avec la salle

***Louis Ménard*** : *Je souhaiterais juste faire une remarque concernant la loi de 1905 : celle-ci constitue une libération des pouvoirs publics relativement à l'Église catholique, mais elle marque aussi l'émancipation de l'Église, puisqu'à partir de cette date le Pape est seul à nommer les évêques en France, alors qu'auparavant ceux-ci étaient désignés par le gouvernement. On rêve en ce moment d'un Concordat avec l'Islam qui permettrait de nommer les imams alors qu'actuellement ils sont plutôt choisis en Arabie Saoudite ou en Égypte. Or cela est contraire à la loi de 1905, celle-ci permet aux communautés de s'administrer librement, sans intervention de l'État, et cette position républicaine devrait valoir aussi pour les musulmans, qui ont le droit de choisir eux-mêmes leurs imams.*

***Pierre Vionnet*** : *52 % des Français sont athées, libres-penseurs ou agnostiques. Comment avez-vous pris en charge cette population dans votre enquête ? De plus, celle-ci peut-elle vraiment faire connaître ses positions, dans la mesure où elle ne dispose pas, comme les religions, de structures, qui leur permettraient de faire entendre leur point de vue. Cela ne fausse-t-il pas un peu vos réflexions ? Enfin, je crois qu'il ne faut pas confondre la notion de spiritualité, qui est très à la mode, qui peut concerner chacun, et le fait religieux.*

***Hugues Cazenave*** : Toutes les couches de la population ont-elles des moyens de s'exprimer ? À vrai dire, cette question me dépasse un peu. Ce que je peux affirmer, c'est que ce que nous mesurons avec ces enquêtes, c'est la résultante de ces divers réseaux d'influence ou d'expression, c'est la trace que toutes ces influences laissent dans l'imaginaire collectif, idéologique, politique, des Français, des jeunes et des moins jeunes. En revanche, il ne me revient pas de dire s'il existe un déséquilibre, si certains courants de pensée sont trop influents, et d'autres pas assez.

***Alexandre Lacroix*** : Le sondage ne permet pas de répondre à cette question sur les athées. À mon sens, toutefois, le combat entre les athées et les religieux, ou les croyants, me semble assez daté, il nous renvoie à la Troisième République, alors qu'à l'heure actuelle la vraie question est celle de la confrontation entre dogmatiques et non-dogmatiques. Le danger, à notre époque, c'est le dogmatisme, et celui-ci est dangereux d'où qu'il vienne – un marxiste dogmatique, ou un scientiste, c'est-à-dire un positiviste dogmatique, sont certainement athées, mais leur dogmatisme est dangereux. Je m'exprime là en tant que « jeune » : je

pense me reconnaître davantage dans un combat pour l'esprit critique contre les dogmatismes, pour l'esprit de la philosophie contre les certitudes bien ancrées, plutôt que dans un affrontement à la Michel Onfray entre athées et religieux...

***Olivier de Lagarde*** : Même si par ailleurs le combat de Michel Onfray est très imprégné de mysticisme et de religion...

***Alexandre Lacroix*** : À lire son dernier ouvrage, on se pose en effet quelques questions...

***Olivier de Lagarde*** : Mais oui, je lui faisais remarquer récemment qu'il parlait de Dieu toutes les deux pages, il était très étonné, il ne s'en était même pas rendu compte, c'est assez étonnant.

***Isabelle Atard*** : *Je souhaiterais revenir sur la question des médias et des sources d'information dont disposent les jeunes. Vous avez parlé des médias traditionnels, or je crois qu'il faut parler des autres médias, parce que quand on parle avec les 18-34 ans – j'élargis à dessein la fourchette – on s'aperçoit qu'ils ne suivent plus du tout les médias classiques. Ce qui marche, c'est Mediapart, avec 112 000 abonnées, des sites locaux, comme Marsactu pour Marseille, des sites plus spécifiques comme Reporterre. Les jeunes délaissent la télévision et les publications papier (un journal comme Libération, ce n'est plus que 40 000 exemplaires papier), et ne s'informent plus que par des sites de ce genre, des* pure players *en général. Quel est votre point de vue sur la façon dont s'informent les jeunes que vous avez interrogés ?*

***Enguerrand Delannoy*** : Juste une petite remarque au sujet de Mediapart : je ne pense pas que ce journal soit vraiment une source d'information pour les jeunes en général, je pense que les 112 000 abonnés que vous avez évoqués représentent une élite géographiquement bien située...

***Olivier de Lagarde*** : Et, par ailleurs il ne faut jamais croire les patrons de presse, 112 000 abonnés, ça signifie plutôt, mais c'est normal, 70 000 abonnés...

***Enguerrand Delannoy*** : Dans ma commune de la Vienne, je ne pense pas que nous ayons beaucoup d'abonnés à Mediapart... De plus, les gens ont le sentiment que les médias se trompent régulièrement. Il suffit de prendre les

campagnes présidentielles : les grands médias ont largement soutenu Balladur en 95 ou Jospin en 2002, on sait ce qu'il en est advenu. Les exemples de ce type sont légion.

***Philippe Herzog*** : *Le sujet de l'école a été abordé latéralement quand il a été question du fait religieux, mais il n'y a pas eu de question directe sur ce point. Nous avons parlé du rapport au politique, aux médias, au fait religieux, mais pas de l'école, or c'est là que se fait l'apprentissage de la citoyenneté, il aurait été intéressant d'avoir une question sur ce sujet. Peut-être pouvez-vous nous donner quelques éléments d'information sur l'enseignement des valeurs laïques à l'école ?*

***Olivier de Lagarde*** : C'est une bonne question : l'école est encore aujourd'hui le lieu d'apprentissage de la citoyenneté, est-ce qu'on en demande pas trop à l'école ? C'est intéressant, cette question n'inspire aucun d'entre vous ?...

***Michèle Vallenthini*** : La question de la participation politique et des jeunes a fait l'objet d'un sondage au niveau de l'Union Européenne dans le cadre du *Dialogue structuré*. Dans cette enquête, la plupart des jeunes, c'est-à-dire de personnes entre 15 et 24 ans, disaient souhaiter plus de cours d'instruction civique à l'école, car il y en a très peu au Luxembourg – je ne sais pas ce qu'il en est en France...

***Olivier de Lagarde*** : ... Voilà comment ça se passe en France : dès qu'il y a un problème, c'est à l'école de le résoudre. On doit donc apprendre à l'école à trier les ordures ménagères, à respecter le Code de la route, à devenir citoyen – mais en même temps lire et écrire c'est quand même important etc. Il s'agit là d'un vrai problème, qui mériterait un débat à lui tout seul.

***Franck Durand*** : *Quelle est la position des jeunes sur la religion de notre temps, celle de l'*Homo œconomicus*, dont le dogme est que chacun cherche à maximiser sa propre consommation, quitte à devenir obèse, et, surtout, sans se soucier des autres, en particulier des générations qui suivent ?*

***Olivier de Lagarde*** : J'aime bien cette question, je la reformulerais de cette façon : vous êtes des petits crétins, vous ne pensez qu'à vous, est-ce que vous n'avez pas honte ?

***Franck Durand*** : Je préfère dire : si nous ne pensons qu'à nous et que nous vous laissons une société très appauvrie par rapport à celle que nous avons nous-mêmes reçue des générations antérieures, est-ce que vous allez poursuivre et faire de même en continuant à consommer ce qui reste, ou est-ce que vous allez rompre avec le modèle des générations passées et changer un peu de politique ?

***Alexis Feertchak*** : Dans une étude qui remonte à quelques années, on avait cherché à connaître le point de vue des jeunes, vu par les plus âgés. Le résultat était absolument cataclysmique : les jeunes n'avaient aucun engagement, ils étaient égoïstes, paresseux, etc. Ce qui est intéressant, c'est que quand on a étudié la façon dont les jeunes se voyaient eux-mêmes, le résultat était identique, le point de vue des jeunes sur eux-mêmes correspondait à celui des personnes plus âgées. Or les jeunes ne correspondent pas tout à fait à cette image...

***Olivier de Lagarde*** : Et ce que démontre ce sondage, c'est que l'opinion des jeunes n'est pas si éloignée de celle du reste de la population, il n'y a pas un fossé énorme entre les façons de voir des différentes générations.

***Christian Rivet de Sabatier*** : *Je voudrais revenir sur la question du rapport des jeunes aux médias. Comme enseignant à Dauphine et Sciences-Po, j'ai affaire à une population privilégiée, bien formée, de niveau bac +5, or, même là, nous avons dû réduire de 100 à 2 les abonnements au* Financial Times *ou au* Wall Street Journal*, parce que personne ne les lisait. Au sein d'une population très élitiste, personne ne lit la presse internationale, et ce phénomène, je pense, ne touche pas que la France, puisqu'une grande partie de nos étudiants est d'origine étrangère.*

***Olivier de Lagarde*** : Deux réponses : soit ce sont des andouilles, soit ils le lisent gratuitement sur Internet...

***Christian Rivet de Sabatier*** : J'ai personnellement fait travailler mes étudiants sur des revues de presse à chaque conférence, et pour eux c'était assez nouveau.

***Philippe Barrier*** : *Au lieu de réfléchir sur la politique, nous avons fini par parler politique. Je trouve que nous avons très rapidement vu jouer des réflexes politiciens, chez les jeunes comme chez les autres. Un intervenant a habilement*

*fait passer une certaine conception de l'État comme étant naturelle, en disant qu'il s'agissait d'une conception d'adulte, alors qu'elle est idéologique et orientée. À mon sens l'État peut être un bon pourvoyeur d'emploi – une fois que nous aurons refermé l'actuelle parenthèse libérale... Mon point de vue est politique, mais celui de l'intervenant l'est aussi, avec cette différence qu'il a présenté le sien comme apolitique, ce qui est une vieille manœuvre politicienne. Ainsi, jeunes ou pas, les réflexes politiciens reviennent vite, ce qui m'inquiète, parce que j'espérais beaucoup de la jeunesse. Il me semble néanmoins, à écouter les intervenants d'aujourd'hui, qu'ils sont animés par une autre ambition de la politique que, pour ma part, je retrouve chez ceux qui travaillent dans le domaine du soin, où l'engagement n'est pas politique, mais réussit à marier pragmatisme et volonté de changer les choses. Ce type d'engagement est fertile, parce qu'il a un sens, tandis que la « désertion de la politique » dont il a été question résulte de l'absence de sens. J'aimerais alors savoir, à ce sujet, pour quelle raison le sondage ne contient-il pas de question sur l'abstention ? Il s'agit pourtant d'un enjeu important. J'aurais aimé connaître la proportion de jeunes qui s'abstiennent, relativement au reste de la population.*

***Hugues Cazenave*** : C'est un point très important, vous avez raison, et je souhaitais l'aborder en conclusion. D'une part, les jeunes sont assez nombreux à aller voter pour les élections présidentielles, un peu moins cependant, de 5 à 10 %, que l'ensemble des Français. En revanche, leur participation aux dernières élections locales et européennes est faible. En effet, un peu plus de 40 % des Français ont voté lors des européennes de 2014 ou des départementales de 2015. Ce chiffre est faible, mais il est deux fois plus important que celui des jeunes : un quart seulement d'entre eux ont participé à ces deux scrutins.

***Olivier de Lagarde*** : *Je voudrais aussi revenir sur ce que disait M. Barrier au début : les jeunes peuvent-ils faire autre chose que de la politique à la petite semaine ?*

***Éric Keslassy*** : Il faudrait effectivement renouveler les formes de la politique, mais je ne suis pas optimiste, je ne crois pas que cela se produira. Tout ce qui a été expérimenté jusqu'à présent n'a pas eu de véritable débouché (sauf à l'échelon local). La démocratie délibérative ou la démocratie participative ont du mal à prendre et nous en restons finalement aux formes classiques de la participation politique.

***Alexandre Lacroix*** : Comme vous le savez probablement, beaucoup d'hommes politiques recrutent des philosophes normaliens agrégés, éventuellement en thèse, pour rédiger leur discours. Or, comme directeur de *Philosophie Magazine*, j'ai pu voir beaucoup de ces plumes qui, passés les 30-35 ans, partent, quittent les partis politiques où ils ont essayé de faire carrière, pas nécessairement comme élus, mais plutôt comme intellectuels cherchant à apporter des idées. Pour quelle raison ? Parce qu'ils sont écœurés, ils ont l'impression d'être lessivés, d'avoir pondu des rapports qui n'ont pas été lus, d'avoir essayé d'apporter des idées complexes à des politiques qui ne réfléchissent qu'à court terme et qui ne veulent pas proposer des choses compliquées à l'opinion publique. Il est donc tout à fait pertinent de demander si finalement les jeunes ne devraient pas aller ailleurs que dans les partis pour faire de la politique. Je prends l'exemple de l'écologie : tandis que les partis écologiques ont échoué, ne font pas rêver les gens, je vois en revanche dans mon entourage beaucoup de diplômés se tourner vers des formes d'économie solidaire, s'intéresser à la production ou à l'agriculture bio, travailler dans des ONG consacrées à l'environnement. Voilà un exemple d'engagement politique qui plaît aux jeunes, qui ne se fait pas par le canal des partis politiques, mais à travers des associations, des ONG, voire de l'entreprenariat.

***Baptiste Petitjean*** : Je suis tout à fait d'accord avec ce qui vient d'être dit. Il est nécessaire bien entendu de renouveler les idéologies, de les adapter, et de renouveler aussi la classe politique. Il faut néanmoins se demander quand et comment les idéologies et le personnel politique se transforment. Si l'on prend l'exemple de l'Espagne ou de la Grèce, on voit qu'il a fallu certaines conditions, et plusieurs ingrédients. Les conditions, c'est avant tout un niveau intolérable de chômage chez les jeunes, et donc une situation tellement critique qu'il fallait réagir (le taux de chômage des jeunes en Grèce a atteint 59 % en avril 2013) ; les ingrédients, ça a été, premièrement, des discours qui se sont réadaptés, deuxièmement, un personnel politique renouvelé, venant de la société civile, dans le cas de Pablo Iglesias de l'Université et enfin, troisièmement, des figures charismatiques – peut-être qu'en France, surtout dans le système de la Cinquième République, nous manquons d'hommes charismatiques avec un projet clair pour la France et pour l'Europe.

***Olivier de Lagarde*** : Ou peut-être est-ce que le système les empêche d'émerger, parce qu'ils doivent être là tout de même.

***Aline Grange*** : La question du renouvellement du personnel politique se pose réellement. On fait carrière en politique, c'est un métier en soi : on y rentre à 25 ans et on en ressort à la retraite, après plusieurs mandats cumulés dans le temps et de différentes fonctions. Il faudrait peut-être regarder du côté de l'Europe du Nord, où les responsables politiques, après un mandat, retournent à la « vraie vie » et alternent tout au long de leur carrière exercice d'un mandat et celui d'un métier. C'est là qu'en France manque sans doute un véritable statut de l'élu, qui, en ouvrant l'accès, faciliterait le renouvellement : pour entrer dans un mandat électif, il faut pouvoir en sortir, donc pouvoir bénéficier d'un cadre salarial et d'une formation adaptés pendant l'exercice du mandat et d'une sécurité professionnelle après. Deux députés ont produit un rapport à ce sujet, dont certaines des mesures ont été reprises dans une proposition de loi qui entrera en vigueur le 1er janvier 2016. Cela constitue un premier pas, assez concret, dans la bonne direction.

***Alexis Feertchak*** : En ce qui concerne la disparition de la politique, je crois qu'elle résulte aussi de quelque chose d'assez profond, à savoir l'incapacité de l'Europe à s'inscrire et à se projeter dans l'histoire, à la différence d'autres ensembles géographiques, les B.R.I.C.S. notamment. Cette disparition de la politique n'est pas simplement due au fait que nos hommes politiques ne feraient que de la communication, ne seraient pas bons sur les sujets techniques, etc. Ce serait en rester à la surface des choses que de dire ça, il y a derrière ce problème quelque chose de plus profond, le rapport que l'Europe entretient avec elle-même.

***Michèle Vallenthini*** : En écoutant Alexis Feertchak et en repassant en revue les réponses au sondage, avec cette convergence tout à fait étonnante parce que si écrasante entre les jeunes et les moins jeunes, je me demande où sont ces jeunes révolutionnaires, un peu romantiques qui vont crier dans les rues, qui ont des idées, des idéaux...

***Olivier de Lagarde*** : Si j'étais provocateur, je vous répondrais qu'ils sont partis faire la guerre sainte avec Daesh...

***Michèle Vallenthini*** : ... je voulais quand même faire une petite plaidoirie pour ces jeunes auxquels les plus âgés ont toujours dit qu'ils se font des idées, qu'ils rêvent... Goethe disait au crépuscule de sa vie : « *Man muß jung sein, um große*

*Dinge zu tun* », c'est-à-dire : « Il faut être jeune pour accomplir de grandes choses ».

***Enguerrand Delannoy*** : Je suis tout à fait d'accord avec Aline Grange sur la nécessité d'un renouvellement et d'un statut de l'élu : l'une de nos difficultés provient aussi du fait que les origines socio-professionnelles de notre personnel politique sont très marquées. Il y a une très grande difficulté à aérer le système. Très peu de parlementaires sont chefs d'entreprise, tout simplement parce qu'ils n'ont pas la possibilité de laisser leur entreprise sans pilote. Le système en France ne respire pas assez. Il nous faut de plus avoir une exigence morale et intellectuelle de cohérence.

***Olivier de Lagarde*** : Je vous arrête parce que vous et les autres ne répondez pas à la question : vos propos, n'importe quel homme politique de 60 ans pourrait aussi les tenir. Mais êtes-vous capables de fendre l'armure, d'inventer quelque chose de nouveau ?

***Enguerrand Delannoy*** : Bien sûr, mais il faut être crédible, et ne pas inventer quelque chose de nouveau pour ne pas arriver à l'appliquer, une fois élu. La politique tourne autour de deux choses : la conquête du pouvoir, et l'exercice du pouvoir. On tend en général à se focaliser sur le premier. On invente alors quelque chose de nouveau, mais une fois qu'on accède aux responsabilités, c'est dramatique, les réformes ne sont pas préparées, et l'exercice du pouvoir devient une machine à décevoir. Il est nécessaire de plus travailler les programmes, de soigneusement préparer les réformes en amont, de manière à obtenir des résultats et à ce que l'exercice du pouvoir tienne les promesses faites pendant la conquête.

***Hélène Bejui*** : *Le vote de la jeunesse pour le FN est-il corrélé au fait que ce parti, malheureusement, que ce soit à l'Assemblée ou au Sénat, a les élus les plus jeunes, et semble le seul à offrir des responsabilités aux jeunes, il suffit de voir l'exemple de Marion Maréchal-Le Pen, députée et tête de liste aux régionales en PACA. Corrélativement, n'y a-t-il pas pour cette raison une désaffection des jeunes pour le PS et l'UMP-Les Républicains qui sont incapables, aujourd'hui, de mettre des jeunes aux responsabilités ? Je souhaiterais ainsi savoir si la jeunesse vote pour la jeunesse, si les sondages montrent une corrélation entre l'absence de jeunes parmi les cadres de tel ou tel parti et la désaffection des jeunes électeurs ?*

***Hugues Cazenave*** : L'attirance des jeunes pour le Front national est antérieure à la présence de jeunes dans les cadres du parti et parmi ses élus. Je crois donc que ce phénomène est plus dû à un renouvellement du discours et des formes d'expression plutôt qu'à la jeunesse des élus et des cadres du parti.

***Olivier de Lagarde*** : Vote-t-on pour un jeune quand on est jeune ?

***Hugues Cazenave*** : Les études sur le sujet n'ont pas trouvé de corrélation.

***Éric Keslassy*** : Votre question renvoie plus largement au problème de la représentation politique. Les Français pensent majoritairement que les responsables politiques sont inefficaces. Puisqu'ils sont inefficaces, ils leur demandent au moins d'être exemplaires, comme le disait Enguerrand Delannoy. Mais comme ils ne les trouvent pas non plus exemplaires, ils leur demandent alors de leur ressembler, d'être représentatifs sociologiquement de ce qu'ils sont. Or même là, il y a un problème, ce qui explique le fossé grandissant entre les élites politiques et le peuple, et notamment les jeunes, qui ont l'impression que les hommes politiques sont déconnectés de ce qu'ils vivent. On ne s'en sortira donc pas sans réforme du cumul des mandats, sans mise en place d'un véritable statut de l'élu. Aujourd'hui, un très grand nombre de politiques viennent du secteur public, parce qu'ensuite ils peuvent retrouver leur emploi, et il faudrait par conséquent mettre en place un statut de l'élu pour le privé. Nous avons grandement besoin d'un renouvellement générationnel, social, et même, pour aller vite, ethnique.

***Alexis Mancel*** :*Qu'attendent les Français de l'État dans le domaine économique, les Français souhaitent-ils que l'État se concentre sur certains grands services, l'éducation, la sécurité, la justice, ou au contraire qu'il intervienne de façon plus étendue dans la vie économique ?*

***Alexandre Lacroix*** : Ce qui me frappe, c'est l'absence de discours politique clair sur la production de richesse, en particulier, à gauche. On parle constamment de préserver l'emploi, mais on parle assez peu du type de production de richesse qu'on veut mettre en œuvre. Nous ne sommes qu'au début d'une révolution technologique extrêmement importante, avec le web, le tournant écologique, et la question se pose, dans une société post-industrielle, européenne, comme la nôtre, de savoir quelles richesses nous voulons produire, avant de ponctionner.

Il est intéressant de voir que le grand *best-seller* de ces dernières années, le livre de Piketty, porte sur la fiscalité, sur la façon dont on ponctionne les richesses une fois qu'elles sont produites. Or même si cette question est très importante, il faudrait, en amont de tout cela, et même en amont de toute question politique, penser l'*oikos*, en quelque sorte : qu'est-ce que c'est qu'un pays, quelles richesses voulons-nous produire ensemble, des biens matériels, immatériels ? Il nous faudrait un discours suffisamment clair de la part des hommes politiques sur cette question, qui est plus fondamentale que les querelles internes à l'État sur le fonctionnement de l'Administration ou la fiscalité.

***Éric Keslassy*** : De plus, les choses sont rendues compliquées par le fait que plus de croissance n'est pas nécessairement une bonne chose. On veut plus de richesse, mais on nous dit dans le même temps que la richesse ne se confond pas avec la seule richesse économique, il y a aussi la richesse sociale et la richesse environnementale. Plus de croissance n'est pas nécessairement positif, ce qui brouille la lisibilité du message qu'on pourrait envoyer.

***Philippe Herzog*** : *Il n'y a pas d'offre politique en France répondant aux aspirations des jeunes. Ceux-ci désirent un travail de qualité, pas de réponse, ils voudraient participer, notamment à l'Europe, pas de réponse non plus, avec pour résultat un grand paradoxe : alors qu'ils ont une vision positive de l'Europe, les jeunes, en matière économique, sont plus attirés par le Front national que le reste de la population, ce qui constitue quand même un défi...*

***Olivier de Lagarde*** : … les jeunes sont idiots, et puis voilà...

***Philippe Herzog*** : *Ce n'est pas ce que je veux dire, au contraire ils vont dans la bonne direction, mais puisqu'il n'y a pas d'offre, les jeunes vont vers on ne sait trop quoi, d'autant plus qu'il y a en France un assez fort analphabétisme économique, qui ne concerne pas que les jeunes. Ma question porterait alors sur la société civile : une nouvelle offre politique doit venir, or les partis politiques sont discrédités. Si nous avions en France une société civile active, amenant des idées nouvelles, la situation serait quand même meilleure. Je crois donc que la France est plus mal partie que d'autres, parce qu'elle ne se pose pas la question de sa société civile.*

***Olivier de Lagarde*** : C'est ce qu'évoquait Alexandre Lacroix quand il parlait

d'autres manières de faire de la politique… la société civile, par ailleurs, est aussi représentée par les *think tanks* : Aline Grange, Alexandre Lacroix, que pouvez-vous dire pour votre défense ?

***Baptiste Petitjean*** : Il y a aussi une conception du *think tank* à la française, qui fait par exemple qu'à Res Publica, nous ne produisons pas de rapports de politique publique détaillés, consistant à énoncer les mesures à adopter ; nous proposons plutôt une réflexion sur des thèmes relatifs à la politique extérieure, la géopolitique ou encore la conception de la République. Autrement dit, nous n'entrons pas dans les questions relatives à la gestion quotidienne. D'autres *think tanks* français, en revanche, font des propositions très concrètes. A la Fondation Jean-Jaurès par exemple, ils font les deux, de grandes réflexions, mais aussi des propositions très concrètes.

***Olivier de Lagarde*** : Il faut attendre que ça aille encore plus mal…

***Alexandre Lacroix*** : Les révolutions arrivent comme ça…

***Aline Grange*** : On a malgré tout le sentiment que les jeunes s'engagent : s'ils le font moins au sein de partis politiques ou de syndicats traditionnels, ils le font davantage au sein d'associations, de projets locaux, d'actions ponctuelles et concrètes. Il existe une vitalité citoyenne, qui n'est plus forcément mobilisée par les partis politiques en tant que tels. Les jeunes n'ont pas déserté, ils restent en attente de politique, mais lui confèrent des objectifs sans doute plus ciblés et pragmatiques.

***Christian Rivet de Sabatier*** : *Je voudrais revenir sur la remarque d'Alexandre Lacroix : quel modèle économique voulons-nous suivre en fin de compte, à quel modèle économique la jeunesse peut-elle adhérer ? Nous sommes dans un univers mondialisé, où les structures de travail n'ont rien à voir avec ce qu'a connu Marx, et il est clair aujourd'hui qu'un pays comme la France est confrontée au défi du* low cost *dans la production, ce qui pose la question du modèle qui permet aux Chinois de produire pour le quart du prix ce que nous produirions chez nous. De plus, il faut se poser la question du modèle éducatif qui nous permettrait d'améliorer la qualité des prestations que peuvent offrir les diplômés français ! Nous privilégions actuellement le CAP au lieu de pousser les gens vers le haut... je ne comprends absolument pas pourquoi vous*

*n'avez pas posé de question sur le modèle éducatif ! Comment dans un univers mondialisé pouvons-nous privilégier l'activité productrice, alors que de toute façon on produira toujours moins cher en Chine, au Vietnam ou en Inde, tant qu'ils n'auront pas certaines contraintes sociales, ou tant qu'on n'aura pas réussi à introduire à l'OMC une clause sociale ?*

***Olivier de Lagarde*** : Mais qu'y avait-il dans votre café ?

***Christian Rivet de Sabatier*** : Je ne fais que vous imiter…

***Olivier de Lagarde*** : C'est que j'essaye de secouer nos intervenants, mais je voudrais moi aussi insister sur le problème de l'éducation, car une personne a déjà posé une question tout à l'heure sur ce sujet, qui a laissé notre panel un peu pantois.

***Alexis Feertchak*** : À mon sens, pour répondre à l'un des points de la question qui vient d'être posée, le débat économique est tout de même biaisé, parce qu'il règne parmi les économistes une sorte d'orthodoxie, qui déteint ensuite sur le débat en matière de politique économique. Que ce soit sur l'austérité, la dette publique, les économistes sont presque tous d'accord, il n'y a pas vraiment de débat entre eux, alors comment voulez-vous qu'ensuite il y ait un débat politique sur l'économie ?

***Olivier de Lagarde*** : Et en ce qui concerne le modèle éducatif ?

***Alexis Feertchak***: Il va y avoir la disparition de certains emplois, des formations plus qualifiées seront nécessaires, mais de là à ce que toutes les formations techniques disparaissent d'ici dix ans du fait des robots ...

***Baptiste Petitjean*** : Sur le sujet de l'éducation, j'ai peut-être une conception vieillotte, mais je pense qu'il faut en revenir à l'instruction et au savoir élémentaire, et le maillon essentiel, à mon avis, c'est l'école maternelle et l'école primaire. Il est anormal d'avoir aujourd'hui tant d'élèves qui arrivent en classe de 6e avec un niveau vraiment préoccupant.

***Alexandre Lacroix*** : Si l'on veut faire de la politique sans s'engager dans des partis politiques, on peut se tourner, comme je le disais tout à l'heure, vers le

monde associatif, vers les ONG. Il s'agit dans ce cas d'activités non marchandes. Mais j'ai aussi évoqué l'entreprenariat, et c'est pour cette raison que j'ai parlé il y a quelques instants de la question de la production de richesses : certaines formes d'entreprenariat relèvent d'un engagement politique, il existe des manières de produire qui dérivent de choix éthiques, politiques, écologiques. Je vois un lien entre ces formes d'engagement et le problème de la compétitivité avec la Chine : le seul avantage comparatif que nous ayons avec le reste du monde, soyons clairs, c'est notre niveau d'éducation. Il n'y en a pas d'autres, c'est là que nous devons donc investir.

# Conclusion

***Jean-Claude Seys***

Dans ce sondage, la jeune génération n'apparaît pas très différente de ses aînées. Peut-être un peu plus ouverte aux autres, à l'Europe, à la pratique religieuse… Au fond, un peu plus réaliste et un peu moins dogmatique.

Comme leurs aînés, les 18-24 ans critiquent les institutions et ceux qui les animent, sans toutefois être pour autant agressif ou révolté. Serait-ce de la résignation ? Peut-être sentent-ils tout simplement que penser la société dans un environnement mondialisé hétérogène et complexe est provisoirement hors de notre portée. Les changements rapides de toute nature, la fragmentation des intérêts et points de vue nous laissent entrevoir les risques opposés et tétanisant de l'anarchie ou de l'autoritarisme. Malgré ce sombre tableau, le réalisme des 18-24 ans à l'égard de leur vie professionnelle, et du travail en général, apparaît encourageant. Il s'agit pour eux d'une nécessité. Travailler, c'est agir pour assurer la survie et son confort sur les plans matériel et intellectuel. Ils souhaitent que les politiques économiques facilitent la recherche d'emploi. À leurs yeux, c'est la condition de la liberté. Près de la moitié d'entre eux se projettent dans l'avenir comme entrepreneurs (ou prestataires). Ils souhaitent devenir leur propre patron plutôt que d'être salariés d'une entreprise dont ils remettent en cause l'organisation hiérarchique, sans pour autant, là aussi, être hostiles à son égard. Pour cette génération, il faut aller vite et changer dès que la lassitude apparaît. Le changement ne leur fait pas peur à condition qu'ils puissent se réaliser et vivre avec passion.

***Dominique Lecourt***

Il est courant de dire que les jeunes sont désabusés, écœurés, déçus, résignés. Cette idée est plusieurs fois revenue dans les échanges de cette matinée. La vivacité de nos invités, les débats qui ont eu lieu entre eux et avec la salle montrent toutefois que l'on peut encore, heureusement, s'échauffer sur des questions politiques sans redouter des batailles de chiffonniers ou des affrontements d'« egos ».

Cette matinée a été l'occasion d'un exercice particulier, l'interprétation collective, en public, d'un sondage, à partir de points de vue différents. Il nous faut essayer de nouvelles formes et de nouvelles pratiques politiques. Nous sommes apparemment tous convaincus de ce qu'un simple rafistolage de ce qui se fait déjà ne suffira pas. Sans aller jusqu'à dire que cette matinée inaugure une nouvelle façon de faire de la politique, elle aura été, je le crois, riche d'enseignements pour nous tous dans cette perspective.

# Les publications de l'Institut Diderot

## Dans la même collection

« L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)

## Les Carnets des Dialogues du Matin

« L'avenir de l'automobile
Louis Schweitzer
« Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme
Etienne Klein
« L'avenir de la croissance
Bernard Stiegler
« L'avenir de la régénération cérébrale
Alain Prochiantz
« L'avenir de l'Europe
Franck Debié
« L'avenir de la cybersécurité
Nicolas Arpagian
« L'avenir de la population française
François Héran
« L'avenir de la cancérologie
François Goldwasser
« L'avenir de la prédiction
Henri Atlan
« L'avenir de l'aménagement des territoires
Jérôme Monod
« L'avenir de la démocratie
Dominique Schnapper
« L'avenir du capitalisme
Bernard Maris
« L'avenir de la dépendance
Florence Lustman
« L'avenir de l'alimentation
Marion Guillou
« L'avenir des humanités
Jean-François Pradeau
« L'avenir des villes
Thierry Paquot
« L'avenir du droit international
Monique Chemillier-Gendreau
« L'avenir de la famille
Boris Cyrulnik
« L'avenir du populisme
Dominique Reynié
« L'avenir de la puissance chinoise
Jean-Luc Domenach
« L'avenir de l'économie sociale
Jean-Claude Seys
« L'avenir de la vie privée dans la société numérique
Alex Türk
« L'avenir de l'hôpital public
Bernard Granger
« L'avenir de la guerre
Henri Bentegeat & Rony Brauman
« L'avenir de la politique industrielle française
Louis Gallois
« L'avenir de la politique énergétique française
Pierre Papon
« L'avenir du pétrole
Claude Mandil
« L'avenir de l'euro et de la BCE
Henri Guaino & Denis Kessler
« L'avenir de la propriété intellectuelle
Denis Olivennes
« L'avenir du travail
Dominique Méda
« L'avenir de l'anti-science
Alexandre Moatti
« L'avenir du logement
Olivier Mitterand
« L'avenir de la mondialisation
Jean-Pierre Chevènement
« L'avenir de la lutte contre la pauvreté
François Chérèque
« L'avenir du climat
Jean Jouzel
« L'avenir de la nouvelle Russie
Alexandre Adler
« L'avenir de la politique
Alain Juppé
« L'avenir des Big-Data
Kenneth Cukier et Dominique Leglu
« L'avenir de l'organisation des Entreprises
Guillaume Poitrinal
« L'avenir des inégalités
Hervé Le Bras
« L'avenir de la diplomatie
Pierre Grosser

## Les Notes de l'Institut Diderot

« L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert
Emmanuel Halais
« Le futur de la procréation
Pascal Nouvel
« La République à l'épreuve du communautarisme
Eric Keslassy
« Proposition pour la Chine
Pierre-Louis Ménard
« L'habitat en utopie
Thierry Paquot
« Une Assemblée nationale plus représentative Eric Keslassy
« Où va l'Égypte ?
Ismaïl Serageldin
« Sur le service civique
Jean-Pierre Gualezzi
« La recherche en France et en Allemagne
Michèle Vallenthini
« Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
« De l'antisémitisme en France
Eric Keslassy

## Les Dîners de l'Institut Diderot

« La Prospective, de demain à aujourd'hui
Nathalie Kosciusko-Morizet
« Politique de santé : répondre aux défis de demain
Claude Evin
« La réforme de la santé aux États-Unis : Quels enseignements pour l'assurance maladie française ?
Victor Rodwin
« La question du médicament
Philippe Even

# Les 18-24 ans
## et l'avenir de la politique

Aujourd'hui, la peur, la compassion et la tyrannie des normes tiennent lieu de politique avec le résultat que l'on voit. La France avait une tradition de discussion politique. Cette tradition se perd. La politique est désormais considérée comme impuissante. Il n'est plus question de changer le monde. La plupart des femmes et hommes politiques ne semblent plus s'engager à partir d'une interrogation sur la finalité de l'existence en société mais pour s'aménager une carrière aussi confortable que possible.

Face à cette crise de confiance envers la politique, l'Institut Diderot s'est tourné vers la jeunesse engagée d'une façon ou d'une autre dans la vie de la Cité pour réfléchir sur le fond et proposer de nouvelles pratiques politiques.

www.idcomm.fr - Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement. Novembre 2015.

La présente publication ne peut être vendue

**HUGUES CAZENAVE**, président d'OpinionWay « **ENGUERRAND DELANNOY**, co-fondateur de La Boîte à idées « **ALEXIS FEERTCHAK**, fondateur de Iphilo, chroniqueur au FigaroVox « **ALINE GRANGE**, directrice « études et recherches » de la Fondation Jean-Jaurès « **ÉRIC KESLASSY**, sociologue, enseignant à Sciences-Po « **ALEXANDRE LACROIX**, directeur de Philosophie Magazine « **OLIVIER DE LAGARDE**, rédacteur en chef adjoint à France Info « **DOMINIQUE LECOURT**, philosophe, directeur général de l'Institut Diderot « **BAPTISTE PETITJEAN**, directeur de la Fondation Res Publica « **JEAN-CLAUDE SEYS**, président de l'Institut Diderot « **MICHÈLE VALLENTHINI**, journaliste au Tageblatt

INSTITUT DIDEROT

ISBN 979-10-93704-15-9

9 791093 704159

FONDS DE DOTATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE REGI PAR LA LOI N°2008-776 DU 4 AOUT 2008 - SIRET N° 513 746 651 00019

86-90, rue Saint-Lazare 75009 Paris / T. +33 (0)1 55 50 65 60 / contact@institutdiderot.fr / www.institutdiderot.fr / @InstitutDiderot